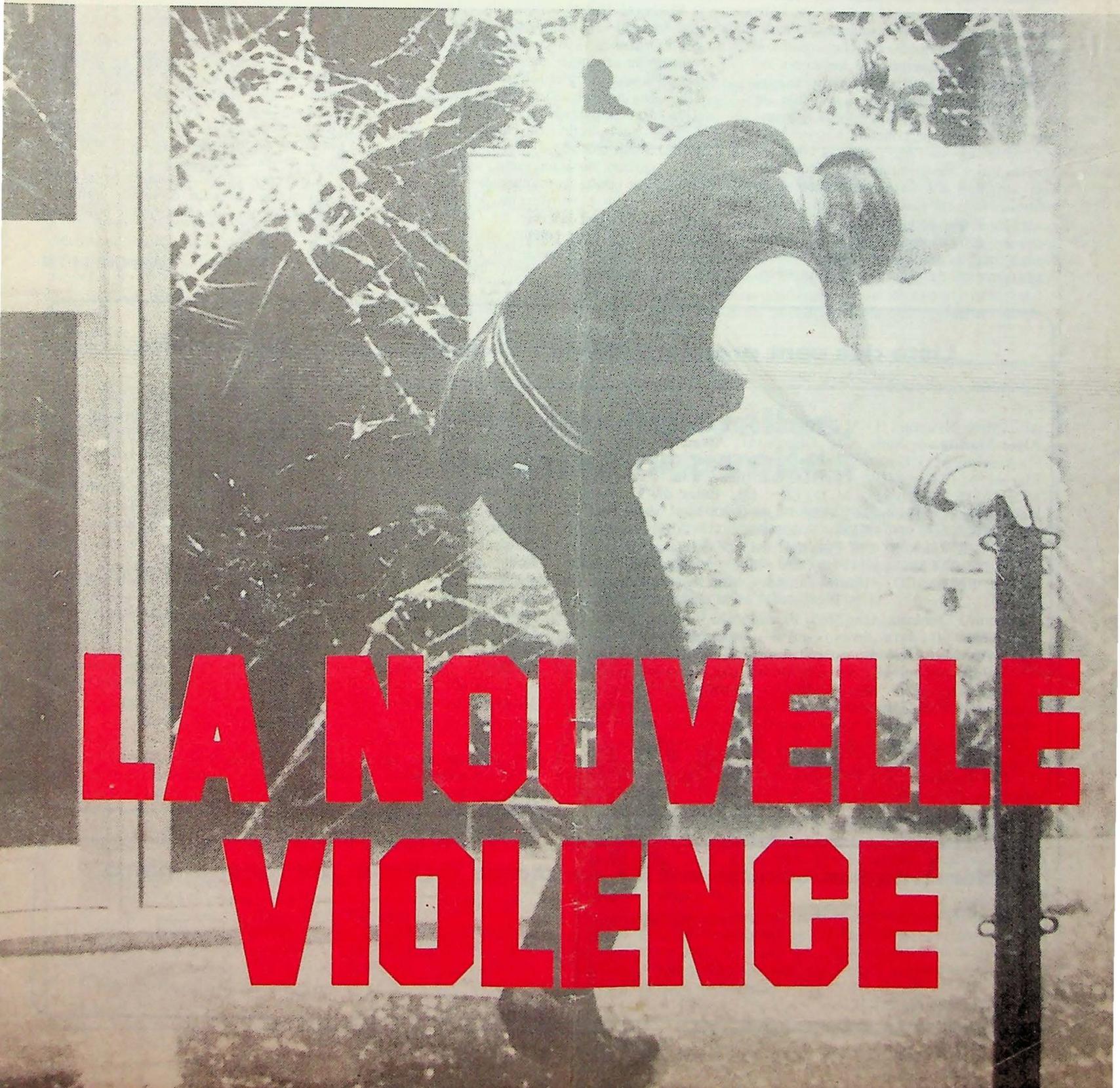


n° 771 - 4 F  
DU 26 JANV. AU 1 FEV. 1978  
**nouvelle édition**  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
**PSU**

# tribune socialiste

LE PARLEMENT  
POUR QUOI FAIRE ?



**LA NOUVELLE  
VIOLENCE**

# Le bon choix pour la gauche : le Front autogestionnaire

D'abord, *battre* la droite. Le Front autogestionnaire s'inscrit dans la lutte contre Chirac-Giscard, car il sait que le changement passe par la défaite de la droite. Il entend donc contribuer à la victoire de la gauche, en mobilisant les forces ouvrières et populaires qui se battent pour l'autogestion.

Mais il sait aussi que la gauche, dans le tintamarre de ses désaccords, n'a pas été capable de prendre en compte les *aspirations nouvelles* apparues depuis mai 68, celles qui sont portées par les luttes sociales, écologiques, féministes, etc. La condition même pour que se définissent à nouveau les bases de l'unité, c'est que ces aspirations nées des luttes populaires et capable de dynamiser la mobilisation sociale, s'expriment dans un projet cohérent.

C'est le sens de l'appel pour la constitution du Front autogestionnaire (TS n° 769). Son ambition est vaste : rassembler des pratiques souvent juxtaposées, leur donner toute leur dimension politique. Sur le plan local, le Front se constitue sur des plateformes dont les principaux objectifs sont la transformation radicale des structures éco-

nomiques, la prise en main par les travailleurs de leurs affaires, la remise en cause, de la croissance, la lutte contre la militarisation de la société, le refus du nucléaire civil et militaire, les droits des femmes, ceux des nationalités, le droit pour chacun à son identité.

Ce projet répondait à un besoin. On peut en juger par la composition des fronts au plan local. On y retrouve bien sûr le PSU et le MAN (Mouvement pour une alternative non violente), de nombreux syndicalistes, des inorganisés. Les écologistes sont souvent partie prenante : les Amis de la Terre dans l'Yonne, l'Ain et le Puy de Dôme, les organisations écologistes ou anti-nucléaires (Isère, Hautes-Pyrénées avec le SEPANSO, Comité anti-pollution de Dunkerque, Collectif havrais d'écologie, Mouvement écologique gardois ou quercynois, etc...) Ceux qui luttent contre la militarisation sont là : Cercle Lecoin à Dunkerque, MDPL dans l'Hérault, le Gard, la Loire, etc. On retrouve des militants nationalitaires dans le front catalan, occitan, alsacien ou breton. Des groupes femmes sont présents, toute comme

le Planning familial (La Rochelle, Draguignan) ou des GAM (Haute Garonne, Val de Marne, etc.). Dans l'Hérault, l'accord s'est conclu entre le Front et Ecologie 78. Il faudrait beaucoup de place pour souligner toute la richesse de ce regroupement.

Le Front permet de multiplier les forces : c'est près de 150 personnes qui se retrouvent à Vesoul, autant à Gap ou Poitiers. Ces exemples sont pris à dessein car ce sont des villes où le PSU est faible. C'est dire que le Front autogestionnaire déclenche une véritable *dynamique*. En effet il crée un lieu où peuvent se retrouver militants politiques, syndicalistes, non violents, féministes, écologistes, nationalitaires, etc. Il offre à ce regroupement un objectif : contribuer à la victoire de la gauche et lui donner son sens par la mobilisation populaire en l'appuyant sur la perspective autogestionnaire.

A travers le Front, ce sont les bases d'une force autogestionnaire, écologiste, féministe et libertaire qui sont jetés, bref le bon choix pour la gauche.

Pascal GOLLET ■

## Liste des cent premiers candidats du Front autogestionnaire

Ecologie - droits des femmes - socialisme

Ain : Mme Maupoint (1) ; M A. VEDIE (3) ; Aisne : M J.P. Vatin (2) ; Alpes-Maritimes : Mme A.M. Dubois (6) ; Ardennes : M R. Goury (3) ; Aveyron : M G. Ginisty (2) ; Bouches du Rhône : M J. Fritz (2) ; M J. Klar (6) ; M C. Caroz (10) ; Charente maritime : Mme J. Coq (1) ; Côte d'Or : M E. Serfati (1) ; M D. Clerc (2) ; Côtes du Nord : M J. Desmoulins (1) ; Dordogne : Mme J. Lecointe (1) ; M M. Lacoste (3) ; Mme I. Bouleyre (4) ; Doubs : M Ch. Piaget (1) ; M G. Minazzi (2) ; Eure : M R. Cueilille (2) ; Finistère : M L. Le Dilosquer (1) ; M P. Tréguer (2) ; M M. Marzin (4) ; Gard : M J. Compère-Roussey (1) ; Mme J. Rousseau (3) ; Haute-Garonne : Mme D. Monpeyssen (1) ; Mme M. Caubet (3) ; M P. Rousse (4) ; M M. Bruyères (5) ; Ille-et-Vilaine : M D. Martin (1) ; M A. Ruellan (2) ; Indre-et-Loire : M B. Rochebrune (4) ; Jura : M N. Tritz (2) ; Loir-et-Cher : M Y. Elbory (1) ; Loire : Mme H. Bouchardeau (1) ; M R. Charlat (2) ; M J. Collomb (3) ; M J.P. Chartron (4) ; Mme Boudot (6) ; M P. Fayard (7) ; Lot : M A. Soto (2) ; Manche : M J. Gires (1) ; Meurthe-et-Moselle : M A. Begorre (1) ; M M. Boutonnet (2) ; M P. Guilmin (3) ; M A. Raillard (6) ; Meuse : M B. Gamot (1) ; Morbihan : M R. Le Pauder (5) ; Moselle : M M. Dubat (1) ; Nièvre : M R. Picq (2) ; Nord : M A. Coisne (7) ; Mme M.A. Béghin (8) ; M P.E. Vanpouille (11) ; Oise : Mme C. Degraeve (2) ; Puy-de-Dôme : M J. Lajonchère (1) ; M A. Masson (3) ; Pyrénées-orientales : Mme G. Lopez (1) ; M G. Vidal (2) ; Bas-Rhin : M C. Ratzmann (2) ; M R. Fitzer (4) ; Haut-Rhin : M J. L. Pflimlin (5) ; Rhône : M R. Terrier (1) ; M P. Thomé (2) ; M C. Bourdet (6) ; Mme M. Duby (7) ; M F. Bollon (8) ; M A. Pantazian (12) ; Saône-et-Loire : M G. Fournier (4) ; Sarthe : M L. Letertre (1) ; M R. Clavreul (2) ; M J. Danette (4) ; Haute-Savoie : Mme M.J. Perrissin (3) ; Seine-Maritime : Mme S. Duchemin (5) ; Somme : Mme J. Maitte (1) ; Tarn : M F. Chanterac (3) ; Tarn-et-Garonne : M A. Cerciati (1) ; M R. Recoche (2) ; Haute-Vienne : M M. Sinibaldi (1) ; Mme M. Celer (3) ; Vosges : M M. Collardé (2) ; Yonne : M P. Girard (1) ; Région parisienne : (à l'exclusion de Paris) ; Yvelines : M Y. Corneau (4) ; M J.J. Ughetto (5) ; Essonne : Mme M. Smolar (1) ; Mme M.T. Cuffini (3) ; M J.C. Lescornet (4) ; Hauts-de-Seine : M R. Fiquet (1) ; M M. JC Chamblain (2) ; Mme E. Pichenot (11) ; Mme A. Collet (12) ; M G. Granier (13) ; Seine-Saint-Denis : M J. Salvator (3) ; Mme M. D. Lambert (5) ; M J.M. Sikora (6) ; Mme T. Dion (8) ; Val-de-Marne : M M. Dufumier (1) ; M R. Blambert (3) ; M M. Thomas (4) ; Mme M. Duteil (7) ; Val-d'Oise : M F. Marmèche (4) ; M G. Pringot (5) ;

(1) Une liste complémentaire concernant plus de 150 circonscriptions et en particulier Paris, sera ultérieurement publiée. Les chiffres suivants les noms indiquent la circonscription du département.

## Éléments statistiques sur les candidats du Front autogestionnaire

1) Répartition par sexe  
Hommes 60 % Femmes 40 %

2) Répartition par âge  
Moins de 25 ans : 3 % ; 25 - 29 ans : 15 % ; 30 - 34 ans : 32 % ; 35 - 39 ans : 19 % ; 40 - 44 ans : 16 % ; 45 - 49 ans : 3 % ; 50 - 54 ans : 5 % ; 55 ans et plus : 7 %.

3) Répartition par profession  
Artisans-commerçants : 1 % ; enseignants : 20 % ; Instituteurs : 8 % ; travailleurs sociaux et socio-culturels : 6 % ; ingénieurs et cadres : 11 % ; médecins et prof. lib. : 4 % ; techniciens : 8 % ; employés : 18 % ; ouvriers : 16 % ; agriculteurs : 4 % ; femmes au foyer : 4 %.

● **Du 12 janvier au 18 février (Rennes)** : un mois d'information sur le Brésil organisé par le CRIDEV. Pour tous renseignements sur le programme écrivez ou téléphonez **attention nouvelle adresse** : 41, avenue Janvier, 35100 Rennes, (99) 79 39 45 ou 30 41 29.

● **Du 15 janvier au 15 février (Saint-Nazaire)** : un mois de « films femmes » organisé par le collectif femmes de Saint-Nazaire. Détails du programme en écrivant à Fraternité protestante, 1, rue de l'Île de France, 44600 Saint-Nazaire.

● **Judi 26 janvier (Paris 9<sup>e</sup>)** : réunion-débat organisée par la section PSU SNCF-Services centraux de 12 h à 14 h, salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes (9<sup>e</sup>). Face à la crise de la gauche, face à la crise économique, les propositions du PSU. Avec Michel Mousel.

● **Vendredi 27 janvier (Nice)** : meeting de soutien au combat des Lip, organisé par la section PSU de Nice, à 20 h 30, salle Bréa, boulevard Carabacel. Avec Charles Piaget.

● **Vendredi 27 janvier (Charleville-Mézières)** : soirée antinu-

cléaire organisée par la section PSU autour du film *Condamnés à réussir*. A 20 h 30 au foyer social de Charleville, rue Madame de Sévigné.

● **Vendredi 27 janvier (La Bonneville)** : débat sur « Gestion municipale et autogestion » avec Jean Vasseur, maire de La Bonneville et Christophe Wargny, A la mairie de La Bonneville. **L'heure ? NDLR.**

● **Vendredi 27 janvier (Avignon)** : conférence-débat avec Claude Bourdet sur le thème « Force de frappe et indépendance nationale ». A 21 h à la mairie d'Avignon, organisée par le MDPL, avec la participation du Front autogestionnaire écologiste provençal.

● **Samedi 28 janvier (Ullis)** : fête du Front autogestionnaire à la Maison pour tous des Amonts aux Ullis : films sur Lip et le nucléaire, animation enfants, de 16 à 20 h 30.

● **Samedi 28 janvier (Louviers)** : stage de la fédération normande des élus autogestionnaires sur le thème « Quelle information pour quelle pratique municipale », au manoir des Bigeards, à 15 h.

● **Samedi 28 janvier (Sarcelles)** :

projection du film *Le PSU, une gauche différente*, au petit théâtre Bullier, centre des Rosiers, 1, rue de Gascogne, à 15 h.

● **Lundi 30 janvier (Mende)** : projection du film *Le 3<sup>e</sup> cri*, suivie d'un débat sur le nucléaire avec D. Beauron et F. Ponsinet du bureau national du MDPL. **Le lieu et l'heure ? NDLR.**

● **Mercredi 1<sup>er</sup> février (Paris 7<sup>e</sup>)** : reprise de cartes dans la 7<sup>e</sup> section à partir de 19 h, au 68, rue de Babylone. Débat sur le thème « Ecologie et autogestion » avec Claude-Marie Vadrot, et projection du film *Le PSU, une gauche différente*.

● **Samedi 4 février (Maubeuge)** : 8 heures pour l'écologie et l'autogestion, à l'initiative du Front

autogestionnaire. Salle Sthrau de 14 h à 22 h.

● **Samedi 4 février (Paris 7<sup>e</sup>)** : 6 heures pour la non-violence politique, organisée par le MAN. Trois débats : 14 h 30 : Que peut apporter la non-violence à l'autogestion ? 17 h 30 : Que peut apporter la non-violence à l'écologie ? 20 h 30 : Qu'est-ce que la non-violence politique ? A la MJC, 6, rue Albert de Lapparent (7<sup>e</sup>) M<sup>o</sup> Ségur. Entrée : 10 F.

● **Dimanche 5 février (Montpellier)** : l'hebdomadaire *Sud* a deux ans et a décidé de fêter ça au palais des sports de Montpellier, de 14 h à minuit. Débat sur la nouvelle presse régionale. Chanteurs occitans, basques, catalans...

### A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le lundi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! (C'est toujours vrai !).

## HUMEUR

### Pas de nouvelles, bonnes nouvelles

Lundi vers 10 heures, fêtant le X<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut national de la consommation, le Président d'Estaing exhortait les Français à se regrouper et à se défendre fermement contre les industriels et tous ceux qui portent atteinte à la qualité de leur vie quotidienne. *Ne vous laissez pas faire* disait en substance le Président. A 11 heures et quelques secondes, des inconnus enlevaient le Baron Empain, membre du conseil exécutif du CNPF, majoritaire à Framatome le maître d'œuvre des centrales nucléaires françaises, majoritaire à la Soretel (Etudes et réalisation du tout électrique), majoritaire à Jeumont-Industries, majoritaire du groupe Schneider, et contrôlant dans une bonne trentaine d'autres affaires industrielles ou financières. Rarement dans sa carrière politique, le Président de la République aura-t-il paru être écouté avec une telle célérité par ses sujets.

Par quelques paroles imprudentes et bassement électoralistes, Giscard venait, en plus, de faire le malheur de sa pauvre femme. Laquelle, vous ne le saviez peut-être pas, est l'une des héritières du groupe Schneider dans lequel ce Belge impudent s'est taillé une part de lion vers les années 1972. Comme on suppose que les ravisseurs ne vont pas se contenter d'un cornet de frites pour rendre le Baron, va y avoir bien de la misère chez ces riches.

Voilà donc la dernière histoire belge : un baron enlevé suite à une incitation à la violence d'un Président français. Succès garanti dans les chaumières de France et de Belgique.

Mais, me direz-vous, je me marre alors que *d'odieux individus* sont peut-être en train de mener le Baron Empain à la baguette (excusez-moi, il est tard, j'ai pas pu résister...), et que peut-être même, au moment où vous lisez ces lignes, ils lui ont fait passer le goût du pain.

C'est que, toujours bien informé grâce à mes mauvaises fréquentations, j'ai l'impression que cette histoire est montée de toutes pièces. Le Baron s'est peut-être bien tiré à la campagne, du côté de l'Ardèche ou de la Drôme, décidé à laisser tomber les centrales nucléaires, décidé à se lancer dans l'auto-construction des éoliennes et des chauffe-eau solaires.

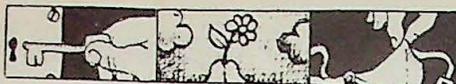
La Maffia ? Les autonomes ? Les antinucléaires ? Amuse-peuple et rideau de fumée : le Baron, effrayé par la merde qu'il sème depuis des années autour de ses entreprises, terrorisé à l'idée de vivre près d'une centrale mitonnée par ses techniciens, a pris le maquis écologique et trait ses chèvres. En regardant la télé ou en lisant le *Dauphiné-Libéré* et *L'Aurore* qui s'affolent devant *la montée de la délinquance pseudo-politique*.

Donc, en dépit de ce que cela pouvait avoir de séduisant, la révolution n'a probablement pas éclaté quelques minutes après l'appel du Président.

*France-Inter* vient d'annoncer la constitution d'un (faut avoir l'air de faire allemand dans cette histoire) *état-major de crise*. Dame, si l'on apprend que le Baron s'est tiré, qu'il a déserté l'Etat nucléaire, cela peut avoir des conséquences incalculables. D'autant plus que les foules n'ont pas envahi les rues en sanglotant d'angoisse...

Si jamais les chèvres parlent... je ne donne pas cher de la peau du Baron. Et si on le retrouve, ne croyez rien de tout ce qu'on vous racontera. *Pas de nouvelles, répète-t-on dans le poste*. Tant mieux, tant mieux, comme disait ma grand-mère, pas de nouvelles, bonnes nouvelles...

C.-M. VADROT ■



Désistement !

Je partage entièrement le point de vue de Cl. Desliat sur « le choix du Parti communiste ». J'aurais cependant aimé que dans ses conclusions, elle invitât le PC à « mener, plus ardemment que jamais, la bataille contre la droite », en signant, au moins, un accord de désistement avec les autres partis de gauche, quitte à préciser qu'en cas de victoire, il les laisserait tenter de gouverner seuls, avec leur propre programme, pendant une période déterminée au terme de laquelle il leur renouvellerait ou refuserait leur soutien, selon qu'il jugerait suffisamment positif ou non le bilan de leur gestion. [...]

Nombreux, en effet, sont ceux pour qui, à défaut de la mise en œuvre d'un « bon Programme commun » bien actualisé, la réalisation immédiate de seulement quelques-unes des promesses contenues dans le Programme commun en l'état où il se trouvait au moment de la rupture, justifierait amplement la réunion, même momentanée, de tous les suffrages de gauche !

R. MORET ■

Illisible et homosexuel

Suite à l'article de Claude Desliat paru dans TS n° 769 et concernant les choix du PCF, nous demandons à la rédaction de TS d'être vigilante sur la forme des articles si elle désire vraiment que notre journal soit lu par les travailleurs. De tels articles [...] sont illisibles par la plupart des travailleurs, même adhérents du parti. Enfin, la rubrique « calendrier politique » doit être lue par les travailleurs, l'un d'eux ayant été choqué par les priorités que se fixe le parti : création

d'une commission homosexuelle... C'est tout, salut !

M. BOUTONNET ■

Prêt à vous aider

Puisque chaque lecteur de TS est aussi un de ses correspondants et que vous faites (enfin !) appel à vos lecteurs je me sens (enfin !) un peu plus concerné par Tribune socialiste.

Avant de vous faire quelques propositions, des suggestions en forme de critiques. Quant on lit TS, on a l'impression d'un désordre complet dans la suite des articles [...] Lorsqu'un article fait plusieurs pages (type dossier), il faudrait rappeler à chaque page le titre de l'article [...] Et pourquoi ne pas mettre sur chaque article un titre (au besoin, décomposé en deux : un premier titre général montrant de quoi on parle, un deuxième titre particulier, prenant une idée de l'article), donc un titre qui permettrait immédiatement de savoir le sujet de l'article traité ? Le TS n° 768 est parfait sur ce dernier point.

Maintenant, les félicitations. La nouvelle formule est beaucoup plus agréable, c'est vrai. 24 pages, ça permet de traiter à peu près les sujets d'actualité tout en conservant une importante place aux luttes locales et permanentes. Enfin, l'initiative des « publicités » gratuites (type affiche Amnesty, Almanach Actuel, cartes vœux) est très bien. [...]

Militant en Lozère, je suis prêt à vous aider dans votre recherche d'informations. Directement par ce que je peux savoir, mais aussi par la lecture et le compte rendu de certains articles de l'hebdomadaire Sud (Languedoc-Roussillon) et de Clintar (région d'Alès). A ce sujet, je tiens à vous signaler la valeur de Sud [...] dont nous annonçons d'ailleurs la fête anniversaire dans le calendrier - NDLR.

Un militant ■

Et les bidasses ?

Je n'ai malheureusement pas beaucoup de temps pour moi car je suis actuellement « sous les drapeaux ». Je lis tout de même régulièrement TS qui s'améliore effectivement dans sa présentation. Mais que d'articles fastidieux à la lecture ! Pas assez de récits vivants ou d'enquêtes sur les luttes ou les régions. Il faut éviter le style incantatoire et, à mon avis, éviter l'emploi abusif de formules volontaristes, telles que « la tâche des autogestionnaires », « il faut promouvoir le contrôle populaire »... sinon bravo pour le dernier numéro, pour le forum de l'autogestion, pour les témoignages.

Pour ce qui est du secteur international, beaucoup de militants se posent des questions sur l'Indochine. Est-il possible que divers articles dans TS se penchent sur le problème ? [...]

Encore un problème. Personnellement, je passe systématiquement sur les pages « spectacles » ; c'est une rubrique qui ne m'intéresse pas du tout dans un journal comme TS ; je pense que ce n'est pas son rôle. [...]

Enfin, je crois qu'IDS existe, que pas mal de comités de soldats vivent et se battent tant bien que mal dans le silence des casernes et journaux, et même d'organisations comme Amnesty International [...] Alors TS pourrait-il de temps en temps rompre ce silence, parler de nous, nous donner la parole, dans la limite de ce que nous pouvons dire pour préserver notre sécurité. Car on peut nous emprisonner à l'armée pour n'importe quel motif, sans jugement.

Un soldat PSU ■

Dans le prochain TS, tu trouveras un article « bidasse », c'est promis.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle 
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

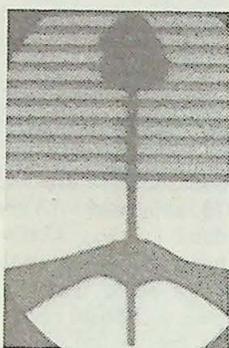
S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.
• Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Mariélie, B. Ravenel.
• Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.
Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096
Administration et publicité : 566.45.37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● OÙ va la France ?

- Vaincre  
par J.-M. Demaldent ..... p 5
- A quoi sert le Parlement ?  
par M. Sylvain ..... p 6-7
- L'enjeu principal : battre la droite  
par V. Fay ..... p 8-9



● Social

- Nantes : un gamin pas comme les autres  
par M. Liscouet ..... p 10
- PTT : grèves catégorielles  
par G. Arno ..... p 11
- Une histoire dingue  
par Y.S. .... p 12

● Enquête

- Ces autonomes  
par J. Sanchez ..... p 13

● Nucléaire

- Chauffage nucléaire urbain : le projet Thermos  
par D. Chamonin ..... p 14

● Forum de l'autogestion

- Etats-généraux de l'autogestion dans le 14<sup>e</sup> : South Side Story  
par Hélène, Pierre et Jacques .... p 15
- Lip et robes de cocktail  
par P. Garrigues ..... p 15

● Et pourtant elle tourne

- Paris brûle-t-il ses dernières cartouches ?  
par M. Tichnikov ..... p 16-17

● La parole à

- Georges Goubier, secrétaire général de la fédération construction-bois de la CFDT  
propos recueillis par Y. Sparfel. . p 18-19



● Les armes de la critique

- Aux stades, citoyens !  
par J.-M. Percier ..... p 20
- Histoire pour tous  
par F. Turquan ..... p 21
- Cinéma : les éclats de la mémoire  
par F. Gastellier ..... p 22



- Théâtre : Cripure  
par F. G. .... p 22
- La télé : étranges étrangères  
par Ph. Mariélie ..... p 23

# Vaincre

Par Jean-Marie DEMALDENT



Les plus récents sondages donnent la victoire à la gauche. Ils manifestent la détermination des masses qui veulent chasser la droite du pouvoir et mettre fin à son insupportable politique d'austérité. Les formations politiques ont été contraintes de réévaluer un peu leurs attitudes.

Chirac a laissé de côté ses formules shakespeariennes sur les « conjurés », « les courtisans et les bouffons » pour ne plus parler que d'une « querelle de famille ». Son duo avec Chaban-Delmas est symptomatique de la volonté de la droite de serrer les rangs pour éviter le désastre.

Georges Marchais affirme que le PCF n'a pas renoncé au combat pour l'Union de la gauche et il souligne la volonté des communistes de participer au gouvernement en cas de victoire de la gauche. François Mitterrand a confirmé que les socialistes feraient des propositions gouvernementales à tous ses partenaires de gauche, PCF compris, sur la base du Programme commun de 1972, version socialiste.

Ces changements de ton et cette confirmation, dictés par la pression populaire, ne sont pas nécessairement significatifs de réorientations tactiques. Chirac se présente toujours comme le « recours » et il a salué l'engagement de Chaban-Delmas en le situant dans le cadre de la solidarité des gaullistes. Mitterrand n'a pas dit si ses propositions seront faites sur la base des voix réalisées par chaque parti de gauche au premier tour ou sur celle des sièges obtenus. Dans le passé, il a défendu cette seconde formule qui surreprésente le PS, seul parti de gauche à bénéficier du mode de scrutin majoritaire qu'il juge pourtant injuste. Georges Marchais a précisé qu'il n'avait jamais dit autre chose. La presse interprète souvent ses propos mais ceux des semaines passées s'y prêtaient et le PCF a mis du temps à réagir. Il conditionne toujours la participation communiste au gouvernement à un accord politique qui ne pourrait survenir que si la balance penche du « bon côté » à l'issue du premier tour afin d'arracher de nouvelles concessions au PS. 21 % ne suffiraient toujours pas.

Mais le changement de ton, c'est déjà beaucoup. Tous les partis de gauche se doivent aujourd'hui de mener la bataille pour battre la droite. Un climat moins défavorable peut ne pas oblitérer les débats nécessaires sur la politique d'un futur gouvernement de gauche... Mais les sondages n'indiquent qu'un aspect de la volonté populaire : battre la droite.

Le PSU et tous ceux qui se retrouvent dans le Front autogestionnaire s'efforceront d'exprimer les aspirations positives des masses à vivre, produire et travailler autrement, dans la perspective du socialisme autogestionnaire. La défaite de la droite se dessine, encore faut-il la transformer en victoire des travailleurs. Pour y parvenir comme pour imposer un gouvernement représentatif des travailleurs et de leurs aspirations, il existe à nos yeux une condition essentielle : préparer la mobilisation populaire la plus large, la plus unitaire et la plus active possible. Elle seule sera capable de permettre aux travailleurs d'imposer eux-mêmes sur le terrain leurs aspirations et de contraindre les partis de gauche à se mettre d'accord sur une bonne orientation. Ni le PCF ni le PS ne s'y emploient : aux autogestionnaires d'en faire l'axe essentiel de leur campagne. Le changement de ton, à gauche, permet de surmonter partiellement l'obstacle qui avait surgi ces dernières semaines : un antagonisme tendant à diviser les travailleurs et leurs organisations de masse et rendant difficile la préparation de la mobilisation. ■

## A quoi sert le Parlement ? Bilan d'une législature

Dans quelques jours, les députés retournent devant leurs électeurs. La législature qui s'est achevée — la cinquième de la V<sup>e</sup> République —, a été celle de la transition. Les déchirements de la « majorité » le prouvent.

La législature qui s'achève — la cinquième de la V<sup>e</sup> République — a été marquée par deux phénomènes essentiels : la progression des forces populaires, aussi bien sur le terrain des luttes qu'en termes électoraux, et à la fin du gaullisme. La majorité qui avait régné sans partage sur la France depuis 1958 s'est trouvée contestée à la fois de l'extérieur par l'avancée électorale de l'Union de la gauche et de l'intérieur par l'accession d'un non gaulliste à la présidence de la République. L'élection de Valéry Giscard d'Estaing a représenté à la fois un nouveau partage du pouvoir entre les différentes fractions de la classe dirigeante — au détriment, pour schématiser, de la fraction « nationale » dont les intérêts sont le plus souvent liés au marché intérieur —, et la recherche d'une nouvelle stratégie de la bourgeoisie pour s'opposer à tout changement de société.

Sans doute le Parlement n'est-il pas le seul lieu où s'élabore la stratégie de la bourgeoisie et celle-ci n'hésite-t-elle pas « lorsque nécessité fait loi » à renier sa propre légalité. Néanmoins, la loi conserve une place essentielle dans l'élaboration de cette stratégie. Rechercher dans le fourmillement des textes législatifs leurs lignes de force peut permettre de mieux analyser la stratégie que les classes dirigeantes mettent en œuvre pour conserver le pouvoir, et peut donc permettre de trouver des parades adaptées.

### 1973 : la fin du gaullisme

A cet égard, l'arrivée de Giscard d'Estaing au pouvoir en mars 1974 constitue un tournant de la législature 1973-1978. Sans doute la production législative de part et d'autre de cette date présente-t-elle des éléments de continuité autant que de rupture : à la fois parce que la fraction « libérale » de la bourgeoisie (celle qui mise sur l'exportation des marchandises et des capitaux) détenait déjà depuis plusieurs années des positions-clés dans l'appareil d'Etat, et d'abord le ministère de l'Economie et des Finances ; et parce que l'élection présidentielle ne s'est accompagnée d'aucune dissolution de l'Assemblée nationale et a donc laissé intacte la prépondérance parlementaire des gaullistes. Néanmoins,

1974 marque un changement décisif de stratégie, même si la bourgeoisie conserve bien sûr des stratégies de réchange (Chirac) pour le cas où...

Le formidable développement des forces productives sous la V<sup>e</sup> République s'est traduit par une concentration des moyens de production entre un nombre de mains sans cesse plus réduit, que ce soit, dans le secteur de la distribution, avec la naissance du commerce intégré (supermarchés puis hypermarchés), et plus encore dans l'agriculture où l'exode rural a touché chaque année près de 150 000 personnes.

Or la disparition progressive des travailleurs « indépendants », alliés traditionnels de la bourgeoisie, et le gonflement des couches salariées risquaient à terme d'être dangereux pour l'existence même du régime.

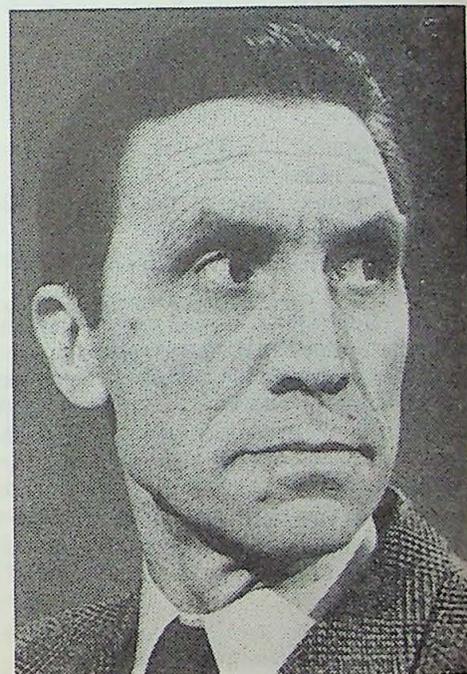
Bien qu'il ait perçu très tôt les risques de ce rétrécissement de sa base de classes, le pouvoir gaulliste n'avait pas réussi à surmonter cette contradiction de sa politique. Alors que la « nouvelle société » préconisée par Chaban-Delmas constituait dès 1969 une réponse à cette contradiction, Pompidou avait été obligé d'y renoncer pour ne pas mécontenter ses alliés et s'était résigné, tout en accélérant par ailleurs l'industrialisation du pays, à ralentir le processus de concentration dans les secteurs les moins intégrés au marché capitaliste, afin de préserver les intérêts des couches archaïques de la petite et moyenne bourgeoisie (voir encadré ci-dessous).

#### LA LOI ROYER

**Le meilleur exemple en est la loi du 27 décembre 1973, dite loi Royer, d'orientation du commerce et de l'artisanat. Le développement des grandes surfaces est brutalement freiné par la mise en place de commissions départementales d'urbanisme commercial — où les intérêts des commerçants traditionnels sont représentés majoritairement chargées d'accorder les autorisations d'ouvertures pour toute surface de vente supérieure à 1 500 m<sup>2</sup>. Depuis le vote de cette loi, les surfaces de vente ont largement dépassé les surfaces autorisées.**

Pour le reste, le système pompidolien consiste à colmater les brèches sur le plan social : riposte à l'affaire Lip — la loi du 27 déc. 73, en garantissant le paiement des créances salariales, tend à dissuader les salariés d'entreprises en faillite de se payer eux-mêmes ; de même la loi du 21 novembre 73 sert de contrefeu à la revendication de la retraite à 60 ans, en laissant espérer une généralisation par étapes des mesures prises en faveur des anciens combattants et prisonniers de guerre. Dans le même temps, le pouvoir cherche à étouffer tout germe de contestation : ainsi la loi du 10 novembre 73, abaissant à 18 ans l'âge d'incorporation dans l'armée, s'efforce de redonner à la hiérarchie militaire des appelés dociles.

La seule tentative sérieuse d'élargir la base sociale du régime consiste à ranimer la doctrine gaulliste d'association capital-travail avec deux lois du 27 décembre 73 relatives à l'acquisition d'actions de sociétés



Royer :

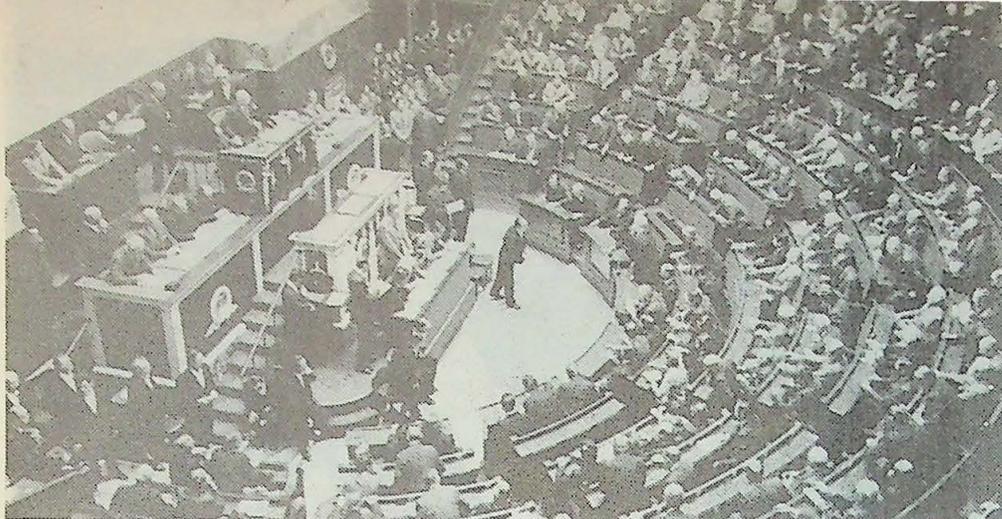
« Un coup de frein brutal »

par leurs salariés et à l'intéressement et aux plans d'épargne d'entreprise. Quant à la loi du 27 décembre 73 relative à l'amélioration des conditions de travail, elle apparaît plus comme un vestige de l'époque Chaban-Delors que comme l'amorce d'une nouvelle politique.

Sur le plan législatif, la présidence de Pompidou s'achève dans l'immobilisme.

### 1974-1975 : l'offensive giscardienne (1)

L'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing marque un changement fondamental de cette stratégie. Le nouveau président de la République, élu avec seulement 1 % des voix d'avance sur le candidat de la gauche, a compris que la poursuite d'une telle politique conduisait à l'effritement de la base sociale du régime et donc inexorablement à



Assemblée nationale : Edgar Faure prononce l'éloge funèbre de Georges Pompidou :  
*« La régence prend fin. »*

son changement. Si des avantages doivent être accordés aux alliés traditionnels de la bourgeoisie, Giscard considère que ce ne peut être ni au détriment d'une modernisation et donc d'une internationalisation accrue de l'économie française, ni au détriment d'un nécessaire élargissement de la base sociale du régime.

Les concessions aux couches les plus archaïques du capitalisme ne vont pas manquer tout au long de cette législature. Mais elles seront toujours accordées en contrepartie d'une transformation de ces secteurs retardataires et non plus, comme la loi Royer, avec une volonté de les protéger de la concurrence.

**En agriculture**, de nombreuses lois vont encourager la concentration des terres (Loi du 12 juillet 74 relative aux groupements fonciers agricoles, loi du 11 juillet 75 relative au remembrement des exploitations rurales, loi du 29 décembre 77 reconnaissant aux SAFER un droit de préemption). Elles vont également favoriser l'intégration verticale de l'agriculture, de la production jusqu'à la distribution : la loi du 12 juillet 74 relative à l'organisation interprofessionnelle laitière préfigurant déjà cette politique mais elle sera consacrée par la loi du 10 juillet 75 relative à l'organisation interprofessionnelle agricole. (Voir ci-dessous).

### Agriculture : concentration des terres

Encourageant la concertation entre représentants de la production agricole (ni les paysans travailleurs, ni le MODEF ne sont bien sûrs « représentatifs »), de la transformation, du négoce et de la distribution, elle permet au ministre de l'Agriculture d'étendre à toute la profession les accords conclus en vue d'améliorer la connaissance du marché et la régulation de l'offre et même de faire supporter des cotisations obligatoires à tous les membres de la profession. L'agriculture française se trouve ainsi de plus en plus subordonnée aux intérêts des groupes agro-alimentaires.

Dans le secteur du commerce et de l'artisanat, le gouvernement va à la fois encourager le départ des commerçants et

artisans âgés (loi du 26 mai 77), introduire une moralisation (se traduisant toujours à terme par une concentration) de certaines professions (loi du 11 juillet 75) relative aux agences de voyages, loi du 8 juillet 77 relative à la pharmacie d'officine, loi du 26 mai 77 relative à l'exercice des activités ambulantes) et favoriser une coopération volontaire (loi du 8 juillet 77 relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants) mais surtout permettre une application « souple » de la loi Royer, afin de ne ralentir que modérément le développement du commerce intégré.

**Intéressant essentiellement le secteur du bâtiment** et des travaux publics, la loi du 31 décembre 75 relative à la sous-traitance devrait de même indirectement favoriser la concentration d'un secteur comptant encore trop de petites unités.

Parallèlement à cette modernisation des secteurs les plus retardataires, le pouvoir entreprend une modernisation de la **fiscalité** des entreprises : la loi du 29 juillet 75 supprime la patente et instituant la taxe professionnelle vise, par delà d'importantes concessions aux petits commerçants et artisans, à égaliser les conditions de la concurrence ; quant à la loi du 30 décembre 1974 instituant un prélèvement conjoncturel, elle est présentée par le pouvoir comme l'arme absolue contre l'inflation.

Afin de les adapter encore mieux aux besoins du capitalisme, le pouvoir étend les principes de gestion capitaliste aux **appareils idéologiques d'Etat** : la loi du 7 août 74, en démantelant l'ORTF, en soumettant la production télévisée aux règles du profit, en introduisant la concurrence entre les chaînes et en donnant un rôle déterminant aux recettes publicitaires (25 % du budget des sociétés de diffusion) prépare une éventuelle privatisation ultérieure de la télévision. De même la loi Haby (loi du 11 juillet 75) réformant le système éducatif institue l'école à deux vitesses et renforce le contrôle social sur les futurs travailleurs (le dossier scolaire suit l'enfant au long de sa scolarité comme au XIX<sup>e</sup> siècle le carnet de travail).

Michel SYLVAIN ■

*(D)'Histoire se découpe rarement en tranches rigoureuses. même adoptées en 1976 ou 1977, les lois ont été rattachées à la période 1974/1975 dans la mesure où elles ne faisaient que prolonger des politiques impulsées des cette époque*

## Après les déclarations de Georges Marchais

Sur la base d'une déclaration de Georges Marchais en date du 23 janvier, certains organes de presse ont indiqué qu'il était possible que le PCF retire des candidats en faveur du PSU ou des gaullistes d'opposition.

Le bureau national du PSU tient à apporter les précisions suivantes :

1) Le PSU a toujours souhaité que les partis de gauche, tous hostiles à l'injustice du mode de scrutin majoritaire uninominal, procèdent entre eux à des correctifs allant dans le sens de la proportionnelle. Il a décidé lors de sa dernière DPN de soulever cette question auprès des partis de gauche. Il n'est pas opposé à des retraits éventuels, dès le premier tour, de candidats de l'un ou l'autre de ces partis en faveur de formations que le système électoral élimine bien qu'ils représentent un courant politique.

Il n'envisage pour sa part une telle hypothèse qu'aux conditions suivantes :

- aucune contrepartie politique ne peut être exigée de sa part ;
- il doit rester maître du choix de ses candidats et du contenu de sa campagne ;
- il doit rester libre de ses décisions concernant le désistement du second tour.

2) Il est évident qu'un tel retrait n'a de signification que dans la mesure où il donne à ceux qui en bénéficieront des chances sérieuses de représentation parlementaire. Dans le cas contraire, le ou les partis qui procéderaient à ce retrait se donneraient une image démocratique à peu de frais.

Le PSU rappelle que, partisan de l'unité, il ne saurait avoir, au sein de la gauche, de partenaire privilégié. C'est pourquoi, et malgré l'absence de réponse du PS à ses demandes de rencontre, il réitère ses propositions de discussion à toute la gauche sur l'ensemble des problèmes politiques, y compris électoraux.

3) Le PSU rappelle qu'il participe au Front autogestionnaire et que celui-ci est responsable des candidatures pour les prochaines élections. Il estime souhaitable qu'une délégation du Front autogestionnaire puisse rencontrer les partis de gauche.

### Un candidat à Louviers

Des informations incontrôlées laissent à penser que le PSU apporterait d'une façon directe ou déguisée son soutien au candidat radical de gauche François Loncle dans la circonscription de Louviers-Gaillon. Par un communiqué publié dans la presse locale le 10 janvier 78, une candidature autogestionnaire a déjà été annoncée. Le nom du candidat sera prochainement connu.



## l'enjeu principal : battre la droite

Cet article sera suivi, la semaine prochaine, d'un article de Michel Mousel portant sur les mêmes problèmes.

**L**E paysage politique a changé depuis la rupture de l'union de la gauche. Si la stratégie du PSU ne doit pas changer pour autant, sa tactique en revanche ne saurait ignorer cette situation.

Contrairement aux affirmations du PCF, le PS n'a pas tourné à droite, après les élections cantonales et municipales. Son interprétation du programme commun a toujours été la même. Elle tend à améliorer la situation des travailleurs en régime capitaliste par l'étatisation d'un certain nombre de monopoles privés et par l'application des mesures sociales figurant au programme commun.

Cet objectif, qui pouvait paraître réalisable en période d'expansion économique est devenu irréel en période de crise. Il a donc fallu que le PS admette la nécessité d'une certaine austérité pour les travailleurs — freinage des salaires et du pouvoir d'achat combiné avec une relance limitée de la consommation intérieure, permettant de rétablir la rentabilité des entreprises, petites et moyennes, menacées de faillite.

Ce dessein du PS était évident dès 1976, lors des prestations de Mitterrand et de Rocard en milieu patronal. Toute surprise dans ce domaine était donc exclue. Le PC savait à quoi s'en tenir, ce qui ne l'a pas empêché de coopérer avec le PS lors des élections précédentes et de mettre une sourdine à ses critiques.

Sachant inapplicable le programme commun en période de crise, le PC, en exigeant son actualisation, voulait obtenir le maxi-

mum de concessions du PS, renforcer le secteur étatique et rejeter sur la grande bourgeoisie les frais de la crise.

Il ne pouvait y arriver qu'en dépassant le stade éphémère de la « démocratie avancée » et en mettant en avant des revendications de caractère socialiste. Refusant d'aller aussi loin, il feint la surprise en rompant avec le PS sur des problèmes ponctuels qui, même réglés comme il le voudrait, n'auraient pas permis de faire face aux conséquences de la crise.

D'où sa dérobade et le rejet sur le PS de la responsabilité de la rupture. Le PC ne semble pas disposé à assumer, en période de crise, les charges du gouvernement, surtout en étant placé en position de faiblesse par rapport au PS. Il n'envisage pas, dans une perspective prévisible, un bouleversement des structures capitalistes que l'URSS ne désire pas et que les USA ne sont pas disposés à tolérer.

L'exigence de rééquilibre des forces au sein de la gauche, en fixant la barre à un niveau quasi impossible pour lui à atteindre en mars 1978, constitue l'aveu confirmé par Marchais que le PC met sur le même plan le succès de la droite et, en cas de victoire de la gauche, la formation d'un gouvernement socialiste homogène, considérant ce dernier comme une variante à peine modifiée du pouvoir actuel.

Ainsi se dissipe l'ambiguïté qui a permis la signature du programme commun, sa double lecture ayant abouti à la rupture. Reste à savoir dans quelle mesure il était

admissible qu'elle intervienne avant l'échéance électorale de mars 1978.

L'usure de la droite, au pouvoir depuis vingt ans, était telle, l'élan unitaire des masses si puissant, que le maintien de l'union de la gauche jusqu'aux élections, en dépit de ses ambiguïtés, lui promettait la victoire, qui aurait permis d'améliorer, par une série de mesures immédiates, les conditions d'existence des travailleurs.

Certes, nul ne peut garantir le succès d'une telle expérience, certaines conquêtes sociales deviendraient cependant possibles, telles les cinq semaines de congé payé, les retraites à soixante ans, les comités d'atelier, la réduction de la durée du travail, la création d'un nombre considérable d'emplois, etc.

Malgré l'échec du front populaire, des réformes analogues, telles les congés payés et les conventions collectives, ont pu être maintenues ou rétablies et sont désormais considérées comme définitivement acquises. C'est de tels objectifs, en commençant par la relance du pouvoir d'achat et le recul du chômage, que visent les travailleurs attachés à l'unité d'action. Sans rien cacher des incertitudes de l'avenir, il importe donc de favoriser la victoire électorale des partis de gauche.

**O**R, la volonté du PC de reconquérir à tout prix, y compris au risque d'une défaite éventuelle, sa prépondérance au sein de la gauche et ses attaques virulentes contre le PS sont en train de décourager de

nombreux travailleurs et de les détourner des urnes.

En effet, il est inadmissible de mettre sur le même plan la victoire de la droite et la formation d'un gouvernement socialiste même sans la participation communiste. Le premier cas entraînerait la revanche de la bourgeoisie et aggraverait le sort des travailleurs par suite du recul, pour le moins temporaire, de la combativité ouvrière, consécutif à la désunion et à la défaite.

Le second cas, en raison de la dépendance d'un gouvernement socialiste à l'égard de sa clientèle populaire, ouvrirait la voie à des réformes, obtenues grâce à la pression des masses, exprimée par les organisations syndicales.

On ne peut donc pas parler à ce propos « de la peste et du choléra » de « bonnet blanc et blanc bonnet »

En concentrant ses critiques sur le PS, le PC retombe dans les pires errements stalinien de la fameuse « troisième période » des années 1928-1934, quand le PS était considéré par lui comme le « principal soutien social de la bourgeoisie » et combattu plus vivement que la droite fascisante.

Même l'éventualité d'un échec à terme ne doit pas empêcher les travailleurs de tenter une expérience de la gauche au pouvoir. A vouloir « épargner » aux masses des déceptions et des désillusions, on les prive de la possibilité d'accéder, à travers une telle expérience à un niveau plus élevé de conscience de classe.

Le refus du PC de s'engager, avant le premier tour du scrutin, à se désister pour le candidat de gauche le mieux placé, sous prétexte de ne pas servir de marchepied au PS, et la condition d'atteindre un certain nombre de suffrages pour se désister au second tour, constituent une erreur politique grave. Autant il est légitime que chaque parti veuille gagner le maximum de voix, autant il est inadmissible de soumettre un accord de désistement à un rapport de forces déterminé.

Toute condition au désistement, sauf celle de la réciprocité, ne peut que compromettre la victoire de la gauche, aboutir à un mauvais transfert des voix, à des abstentions et finalement au succès de la droite. Les travailleurs en sont conscients qui, dans un récent sondage, et malgré la rupture de l'union de la gauche, se sont prononcés pour le transfert massif des voix en faveur du candidat de gauche le mieux placé (PC : 72 % ; PS : 71 %).

**Q**UANT au PSU, tout en présentant une autre solution à la crise, il a décidé, lors du dernier conseil national de Limoges et la récente session de la DPN de désister ses représentants en faveur des candidats de gauche les mieux placés, sans nulle condition ni réserve. Cette décision est parfois interprétée d'une manière un peu restrictive et unilatérale. Ses candidats, qui mèneront la campagne sous leur propre drapeau ou sous celui du front autogestionnaire, devraient veiller à ne pas servir de diversion en faveur d'un parti et au détriment d'un autre.

Le PSU évitera la dispersion des efforts, en les concentrant dans les endroits où il pourrait obtenir un score significatif, élargir

son audience et renforcer son implantation.

Toute autre attitude pourrait entraîner la satellisation du PSU, obérer gravement son indépendance et compromettre à l'avenir l'étendue de son influence. C'est pourquoi le constat de divergences et de convergences, établi entre le PSU et le PCF devrait être complété par un constat analogue avec le PS, comme l'a proposé le PSU. Regrettons que la direction socialiste n'ait pas encore engagé de pour-parlers en ce sens avec le PSU.

Un accord préférentiel avec le PC, alors que sa tactique actuelle est clairement réprouvée par la CFDT, sa direction et ses militants, ne peut avoir pour effet que de couper le PSU de cette centrale syndicale qui lui ouvre l'accès aux larges couches des travailleurs.

Et cela au moment où, au sein même de la CGT, en raison de son alignement sur le PC, des remous se font sentir, exprimant la volonté d'unité des travailleurs, remous qui entraînent le recul de la centrale dans les élections professionnelles (Voir Renault).

Cet avertissement amènera-t-il le PC à atténuer ses critiques du PS et à centrer ses attaques sur la droite ? Il reparle de sa volonté — sous conditions — de participer à un gouvernement de gauche. Prépare-t-il, en présence d'une probable victoire électorale, un nouveau tournant tactique ?

Un parti ouvrier révolutionnaire, luttant pour l'insertion du courant autogestionnaire dans le mouvement ouvrier global, n'a pas à favoriser la direction du PC, retombée dans le stalinisme, ni celle du PS, attirée par la tradition social-démocrate.

Son rôle est de servir de recours et de pôle d'attraction aussi bien aux opposants communistes qu'aux minoritaires socialistes, partisans les uns et les autres de l'unité d'action et adversaires de l'armement nucléaire.

Le fait que le PS subit les attaques concentrées de la droite et du PC montre que la bourgeoisie ne désire pas l'avènement du PS au pouvoir et ne croit ni à la réussite des tentatives de Giscard d'associer celui-ci à une politique centriste ni à son renoncement à l'alliance communiste.

Les attaques du PC contre le PS sont largement utilisées par les tenants du pouvoir actuel, comme le prouve la place accordée à Marchais par la télévision et la montée des cours de la Bourse chaque fois qu'il se montre intransigeant à l'encontre de ses alliés de la veille.

Le PS réaffirme son attachement à sa version du programme commun, son intention de faire participer le PC au gouvernement de gauche, et son refus de conclure une alliance avec le centre. Il faut le mettre à l'épreuve au lieu de le pousser à droite, comme le font les dirigeants communistes.

La rupture de l'union de la gauche et la double interprétation du programme commun ne doivent pas empêcher l'action convergente de toutes les forces de gauche en vue de la victoire électorale et de la mise en application des revendications immédiates et des réformes de structures les plus indispensables à la défense des intérêts des travailleurs. C'est encore possible. L'enjeu principal de la bataille demeure : battre la droite.

Victor FAY ■

## LE BARON EST AU DICTIONNAIRE

On a enlevé le baron Empain. Qui est-ce ? Un belge ? Un joueur de golf ? Un play-boy ? Non, c'est un industriel, un patron, un grand parmi les grands. Voulez-vous savoir ce que ce monsieur contrôle, dirige, exploite ?

Un livre nous le livre si j'ose dire ! Fort utile dans la conjoncture actuelle, il peut l'être en d'autres circonstances ; en particulier si vous voulez vraiment savoir qui possède, qui tire les ficelles de l'entreprise où vous travaillez. Ce livre s'appelle : *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*. Écrit par cinq économistes : P. Allard, M. Beaud, B. Bellion, Anne-Marie Lévy, Sylvie Liénart, il est paru au Seuil (1).

Ce tableau complet de tous les groupes industriels et financiers français s'accompagne de fiches historiques, d'organigrammes. Toute stratégie exige une bonne connaissance des adversaires, donc des capitalistes.

Alors qui est Empain. Voici Page 136 de ce dictionnaire : « Empain-Schneider » : troisième groupe financier en France après Suez et Paribas ; fait partie d'un ensemble plus large, à base belge, coiffé par Electrorail holding de la famille Empain ; à partir de la métallurgie, de la mécanique et de la construction électrique, joue de plus en plus le nucléaire en liaison avec le groupe américain Westinghouse ; chiffre d'affaires industriel : 21 300 millions de francs (nouveaux évidemment), 129 000 salariés. Contrôle Creusot-Loire (fabriquant de centrales nucléaires), les chantiers de France à Dunkerque (construction navale), Jeumont-Schneider (électro-mécanique), Er-



« Un véritable empire »

nault-Somua (machine-outils, on y licencie actuellement), SPIE-Batignolles (travaux publics), mais aussi la banque de l'Union européenne, et bien des choses encore : le pâté Hénaff, les biscuits Jacquet, les champagnes Veuve Clicquot, Piper Heidsieck, les vins d'Alsace Dopff». Quelle cave ! A votre santé baron ! Bonne lecture camarades !

Y.S. ■

(1) P. Allard, M. Beaud, B. Bellion, A.-M. Lévy, S. Liénart, Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, Paris, éd. du Seuil, 1978, 369 p., 45 F.

# Nantes : Un gamin pas comme les autres

## Les « enfants des pauvres » en cartes perforées

C'est le sigle retenu pour désigner la Gestion automatisée de la médecine infantile.

Chaque enfant doit faire l'objet de visites médicales au huitième jour, au neuvième et vingt-quatrième mois. Une loi du 15 juillet 1970 relative à la délivrance de certificats de santé, est à l'origine de ces visites. Une attestation de ces visites doit être envoyée à la Caisse d'Allocations familiales pour obtenir des allocations post-natales. Parallèlement, le bilan de santé est envoyé par le médecin au médecin chef de la protection maternelle et infantile (PMI). Mais, outre des renseignements médicaux, ce bilan comporte aussi des « informations sociales ». En catimini, une circulaire du 13 juin 1973, a introduit le traitement informatisé de ces bulletins de santé. L'objet de ce traitement ? La détermination d'« enfants à risques ».

En Loire-Atlantique, un comité de coordination contre GAMIN s'est créé. Il a tenu une conférence de presse. Le jeudi 12 janvier 1978, à Nantes, y participait près d'une centaine de personnes. C'est dire l'impact d'un travail commencé il y a bientôt un an. Il s'est traduit par une brochure précisant l'enjeu de GAMIN (1) et des contacts avec diverses organisations ayant abouti à la création du comité (2).

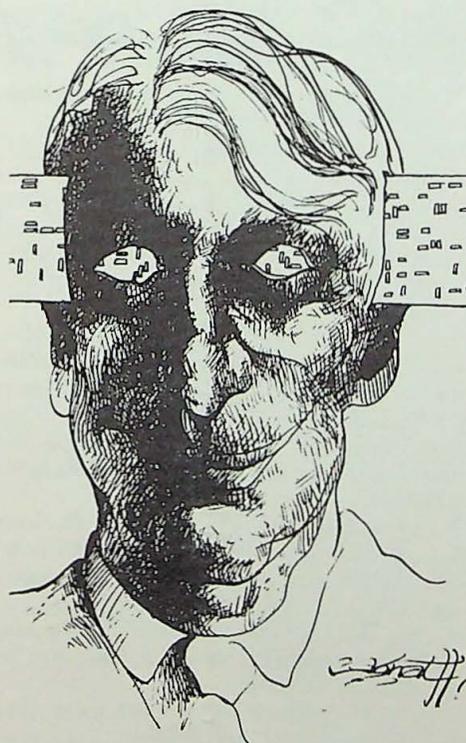
Ainsi, outre des critères médicaux, des critères sociaux sont retenus. Ainsi les enfants de chômeurs, de manœuvres, de femmes de ménage, d'ouvriers agricoles, d'étudiants, de mères célibataires, de parents étrangers, de sans profession, plus tous ceux dont la mère a moins de 18 ans ou plus de 40 ans, sont déclarés « à risques ». Ils font dès lors partie d'une « sous-catégorie » de Français : celle des citoyens pauvres et « à assister ». Cette façon de ficher est humiliante et ségrégative. Elle crée une politique sociale « pour les pauvres » et tend à faire croire que c'est la situation sociale des parents qui met les enfants en danger. Plutôt que de s'attaquer aux causes (mauvais salaires, mauvaises conditions de travail et de vie, exploitation sous toutes ses formes), on fiche.

Or, le fichier GAMIN ne se justifie ni sur le plan médical, ni sur le plan social. Car s'il est vrai que les examens obligatoires et la transmission de leurs résultats permettraient

un dépistage et un traitement précoce des affections potentiellement invalidantes, le traitement informatique a allongé le temps de transmission de l'information aux travailleurs sociaux : 1 mois et demi pour le traitement d'une fiche d'examen du 8<sup>e</sup> jour. Quant aux renseignements statistiques, ils n'ont pas besoin d'être nominatifs. De plus, sur le strict plan médical, les renseignements mis sur fiche sont contestables. Ils sont le plus souvent flous. Ainsi les « troubles de la vision » peuvent aller du simple strabisme à la non vue. Comment, dès lors, répondre par « oui » ou par « non ».

Après sélection par l'ordinateur des enfants à risques, les travailleurs sociaux sont informés en vue d'une enquête de vérifications des informations initiales et d'une perception de renseignements complémentaires. C'est donc l'ordinateur qui impose les tâches aux travailleurs sociaux. Ils sont tenus, de fait, de participer au « flicage » de la population.

Il a été envisagé au surplus d'enrichir la « fiche » GAMIN par des renseignements obtenus auprès de la médecine scolaire. Il est significatif de rappeler qu'en 1970 les parlementaires se sont opposés à la création d'un fichier national informatique contenant l'histoire médicale de chaque Français.



dessin de Cagnat

la médecine infantile informatisée :

un moyen d'accroître la ségrégation sociale.

Depuis, les circulaires vont bon train. Une circulaire du 22 avril 76 met en place les Commissions d'éducation spécialisée (CDES). Le médecin de la Protection maternelle et infantile y participe. Elles seront saisies des dossiers des enfants à risques.

Beaucoup de personnes se sont déjà inquiétées du « dossier scolaire » qui doit recueillir les informations tout au long de la durée de la vie scolaire et devrait initialement être conservé cinq ans après la fin de

la scolarité. M. Haby et le recteur Gauthier ont affirmé qu'il n'était pas question de traiter les dossiers scolaires sur ordinateur. En 1970 non plus, il n'était pas question de traiter les bilans de santé sur ordinateur. En 1973, pourtant, la mise en œuvre du projet commence.

Il faut savoir que six rectorats déjà sont dotés d'un fichier informatique des élèves : parmi les informations retenues : le n° INSEE (n° de sécurité sociale, identifiant unique de chaque personne qui est aussi sur la fiche GAMIN). Une étude d'un montant de 1 800 000 F a été faite par un bureau spécialisé à la demande du ministère de l'Éducation pour la gestion du fichier des élèves des collèges parisiens à partir de la 4<sup>e</sup> (3). Dix-sept rubriques de bilan annuel dans le dossier scolaire sont codifiées A, B ou C, donc facilement informatisables. A quand le carnet de travail traité par ordinateur ?

Si GAMIN n'a pas de justifications médicales, s'il n'a pas de justifications sociales il faut chercher ailleurs la raison pour laquelle les pouvoirs publics y tiennent tant. Dans une lettre du 2 novembre 1977, le ministre de la Santé, Simone Veil, précise au président du Conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales : « Je n'ai pas l'intention de renoncer à utiliser les certificats de santé ». Il est certain que le gouvernement doit couvrir les promesses d'achat de matériel informatique faites lors du bradage de la CII (Compagnie internationale pour l'informatique) à Honeywell-Bull. Il faut donc que les administrations utilisent l'informatique. Les fichiers sont un bon moyen.

Le fichage généralisé a pour autre but de perpétuer la division du travail, de renforcer le contrôle sur l'individu et de le désaisir de sa propre vie, d'individualiser les problèmes pour cacher leurs causes profondes. Le comité de coordination contre GAMIN de Loire-Atlantique se donne pour objectif la suppression de GAMIN. Dans un premier temps, il va développer avec les organisations qui le composent une campagne d'information (tracts, affiches, réunions) dans les quartiers populaires et certains secteurs ruraux en vue d'un boycott de la fiche médicale.

Devant l'inconsistance des justifications ministérielles, devant l'atteinte incontestable aux libertés individuelles et collectives, la sensibilisation des populations progresse et l'action peut aboutir. Surtout si elle se coordonne nationalement, comme c'est le cas.

Maurice LISCOUET ■

(1) GAMIN, du bon usage de l'informatique : GAMIN tu nous fiches. CNTS, 9, rue de l'Hippodrome 44 300 Nantes, prix 3 F.

(2) Sont parties prenantes de ce comité : la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), la Confédération syndicale des familles (CSF), les syndicats Interco, santé et SGEN de la CFDT 44, les syndicats enfance inadaptée et DDASS de la CGT, le syndicat de la Médecine générale (SMG), le Collectif national des travailleurs sociaux (CNTS), la Fédération des parents d'élèves Cornec, les syndicats de la psychiatrie, des médecins de PMI (Protection maternelle et infantile), des psychologues de l'Éducation nationale, l'École Moderne. La rédaction d'une plate-forme est prévue.

(3) Syndicalisme universitaire (hebdomadaire du SGEN-CFDT) 5, rue Mavran 75 009 Paris 6<sup>e</sup> 719 du 5 décembre 77.

# PTT : Grèves catégorielles

Mais que se passe-t-il donc dans les PTT ?

Dix-huit janvier, les guichets ; 20 janvier, les techniciens ; 24 janvier, la distribution ; 27 janvier, les lignes ; c'est la série des grèves décidées par la CFDT et la CGT. A ceux-là il faut ajouter, le 17 janvier, les ouvriers d'Etat et les chauffeurs, à l'initiative de la seule CGT.

Que se passe-t-il donc qui puisse entraîner cette série de débrayages ? Depuis 1974, les salaires de la Fonction publique se sont dégradés. Le pouvoir d'achat est en baisse : 35 % des agents aux PTT perçoivent moins de 2 500 F, 75 % moins de 3 000 F. Les objectifs des deux fédérations sont sensiblement identiques : la fusion des grades, le relèvement des bas salaires. Elles attaquent de plein fouet le plan Barre. De plus la modernisation, l'automatisation ont amené un bouleversement dans les grades, dévalorisant certaines catégories. De nouvelles classifications sont imposées aux agents.

Ces actions de fin janvier ont été décidées après de nombreux mouvements locaux sur les effectifs, les conditions de travail, les licenciements d'auxiliaires, de vacataires. Ainsi les centres de tri automatique (CTA) de Pontoise et Créteil ont obtenu le maintien de 60 auxiliaires menacés. Ainsi l'action continue à Créteil-CTA, pour Llamas, ce vacataire qui, sous la protection de ses camarades, demeure présent au centre alors que la direction veut le licencier. Jeudi dernier des délégations manifestaient sous la neige, devant le ministère. Elles n'ont rencontré que l'accueil un peu brutal des policiers.

La volonté de se battre existe aux PTT. Mais pourquoi avoir choisi une forme très dispersée et qui dans un même service divise le personnel ? La CGT pense arracher pour certaines catégories des avantages qu'elle veut étendre ensuite à tous les postiers. La CFDT a surtout mis dans la balance la

nécessité de poursuivre l'action en période pré-électorale. Elle veut aussi redonner un élan et regonfler ses troupes déçues par la désunion de la gauche. Malgré les réticences de ses syndicats sur la tactique, la CFDT, s'est jointe au mouvement en l'axant sur les catégories importantes dans les PTT.

Mais les postiers se souviennent que l'action des techniciens avait amené la création d'une prime, moyennant l'obligation de rester cinq ans en région parisienne et la naissance d'un nouveau statut pour eux. Ne risque-t-on pas d'aboutir à un résultat analogue pour certaines catégories ? La grève du service général a été en tout cas moins suivie que celle du 16 février 77 ; mais elle a été menée par 25 % des agents quand même.

G. ARNO ■

## Ceyrac n'aurait pas dit mieux

Langres : ville de 12 000 habitants en Haute-Marne. Municipalité d'union de la gauche depuis les dernières élections. Une petite entreprise de transports frigorifiques : Oertli. Comme dans la plupart des petites boîtes, pas de syndicats, pas de syndicat, le règne du « bon vouloir » du patron.

La CFDT réussit à syndiquer des travailleurs et nomme un délégué. Réaction du patron : le délégué syndical est illico licencié. Réaction des travailleurs : demande de réintégration du militant syndical licencié, puis grève pour soutenir cette exigence et obtenir la modification de l'ensemble de conditions de travail, déplorables dans cette entreprise.

La grève dure actuellement depuis plusieurs jours. La solidarité se manifeste. Le maire, PS, reçoit une délégation des grévistes : il commence par leur demander si leur mouvement n'a pas des arrière-pensées politiques !! Puis il les met en garde, car leur action pourrait mettre en danger l'économie de Langres !

De telles déclarations, dignes de Ceyrac, venant de la part d'un maire, membre suppléant du Comité directeur du PS, ont provoqué une protestation publique de la part de deux adjoints PSU et du groupe PSU du conseil municipal. Tous nos conseillers ont assisté à l'assemblée générale des grévistes.

La section PSU et notre bureau fédéral, en exprimant leur solidarité aux grévistes luttant pour le droit syndical le plus élémentaire, ont condamné sévèrement l'attitude indigne de ce maire. ■

## Drôle de justice

Le 18 janvier, P. Tedesco, secrétaire de l'UI-CFDT de Thonon et du Chablais a été condamné à 200 F d'amende par le tribunal correctionnel de Thonon-les-Bains. Son crime : « avoir publiquement et par écrit cherché à jeter le discrédit sur une décision de justice ». Il avait osé signer un article paru en juillet dernier dans le *Dauphiné*

*Libéré*, qui critiquait une ordonnance sur requête du président du tribunal de Grande Instance de Thonon ordonnant l'expulsion de l'usine la Société des eaux minérales à Amphion de tous ses occupants. Critiquait ? Un bien petit mot pour stipendier une décision prise sur requête, c'est-à-dire sans débat contradictoire, alors que, précisément, le débat contradictoire est un des éléments essentiels d'une justice digne de ce nom. Inutile de préciser que condamner un responsable syndical qui a dénoncé les dangers d'une procédure portant sérieusement atteinte aux intérêts des salariés constitue une grave entrave à la liberté d'expression syndicale. Cette condamnation dont l'effet se veut dissuasif constitue un précédent auquel il convient d'apporter la réplique qui s'impose. La CFDT a décidé de faire appel. Quant à nous, nous attendons sereinement que le parquet nous cite en correctionnelle pour avoir critiqué non pas une mais deux décisions de justice. ■

## CORBEHEM : LE PAPIER CARTON COMPRESSE

Beghin-Say, à Corbehem, une entreprise de papier carton de la région de Douai. En 1976, un conflit de deux mois concernant les restructurations et les licenciements s'y était déroulé. La section CFDT, dans une lettre ouverte aux partis politiques et aux élus, lance un nouveau cri d'alarme.

Alors que la France importe la plus grande partie de sa consommation de papier-carton, les patrons de ce secteur entreprennent de le restructurer, d'augmenter la productivité, de réduire les emplois par des mesures précises : blocage de l'embauche et des salaires, licenciements, aggravation des conditions de travail et de sécurité, concentrations, suppressions de postes et démantèlement. En 1977, huit mille emplois ont ainsi été supprimés. Mais les pouvoirs publics ont « débloqué » 160 milliards de francs pour accélérer cette politique. Cent entreprises ont fermé entre 1974 et 1977. D'ici 1980, les 350 entreprises restantes doivent selon le plan patronal descendre à 180.

Refus de moderniser les machines, abandon de la région Nord-Pas-de-Calais, concentration dans de grosses unités au nom de la rentabilité, le processus déjà observé dans la sidérurgie, le textile, la presse se reproduit. Les ouvriers de Corbehem ont pu s'en rendre compte : juillet 77 : 26 licenciements ; septembre : 165 suppressions de postes ; décembre : annonce de l'arrêt de la machine à carton n° 1, entraînant 260 licenciements probables. La vétusté des machines était connue. Rien n'a été fait pour les changer et conserver l'emploi sur place. Les travailleurs de Corbehem veulent mettre fin à cette situation de l'emploi dans la région. Ils exigent un contrôle des fonds publics versés aux patrons et qu'on ne traite comme on ne le fait plus des centaines de familles, qu'on déplace au gré des plans patronaux. ■

## UNE NATIONALISATION ?

Les conséquences : au CES Langevin-Wallon de Saint-Gratien (Val-d'Oise), trois agents en moins. Résultat : 7 000 m<sup>2</sup> à entretenir par trois agents. Qui tombent malades début janvier. Du coup, on ferme la cantine pour huit jours. Et aucun entretien n'est assuré dans les classes jusqu'au lundi 23 janvier.

Devant cette aggravation des conditions d'hygiène et de travail, agents, enseignants et surveillants déposent un préavis de grève reconductible à partir du 26 janvier. Toutes les associations de parents d'élèves soutiennent ce mouvement.

c'est, en France, risquer de passer pour fou. La psychiatrie au service de la répression ça existe partout... Une loi le permet en France. Ceux qui ont révélé cette affaire ont décidé de continuer à la combattre.

Y. S. ■

## bloc-note

### Licenciements... que faire ?

C'est le titre d'un petit guide pratique que vient d'éditionner la CFDT à Montholon-Service. Qu'est-ce qu'un licenciement ? Pourquoi ne faut-il pas démissionner ? Qui choisir pour se défendre ? Le licenciement est-il régulier ? Quels papiers réclamer ? A quel tribunal s'adresser ? Que faire ensuite ? Quels droits pour les licenciés ? Comment se défendre ? Autant de questions que traite, avec bien d'autres, ce petit livre de 110 pages. Utile bien entendu, pour ceux qui se trouvent ou se trouveraient dans ces situations, mais aussi pour tous les lecteurs de TS.

CFDT-Information. *Licenciement... que faire ?* — 110 pages — 14 F 20. Commandes à adresser à Montholon-Service, 26, rue de Montholon 75439 Paris Cedex 09.

### Immigrés : le million du CNPF

Au cours de ses dernières assises nationales, le CNPF a, par l'intermédiaire de son vice-président Ambroise Roux, proposé de diminuer de 2 à 1 million d'ici 1985, le nombre des travailleurs immigrés en France. Il ajoute ainsi un poids supplémentaire à la campagne raciste et xénophobe qui, de Le Pen et du Front national à Stoléru, en passant par les groupes fascistes types Charles Martel, est développée par la droite.

Ceyrac, hypocrite, explique que ces 300 000 refoulements par an doivent être effectués sans interventions administratives et policières. Oublie-t-il les retraits illégaux ou les non-renouvellements de titres de séjour, les expulsions arbitraires, la prison d'Arenc, les attentats racistes, la chasse au faciès qui sévit dans la police ? Certes pas. Mais il lui faut masquer les responsabilités qu'ont actuellement le patronat et le gouvernement dans la crise et le chômage actuel. Il lui faut, comme le dénonce la CFDT, « faire baisser artificiellement le chômage ». Il lui faut « laisser croire que les immigrés sont responsables du chômage », comme l'écrit la CGT qui proteste contre la mise en place d'un refoulement massif.

Les statistiques du chômage de la CGT dénombrèrent fin décembre 1 570 196 chômeurs, dont 784 282 bénéficiaient d'une allocation (soit la moitié seulement des chômeurs réels). Les scandaleuses exigences du CNPF ne nous feront pas oublier ces réalités, ni notre combat avec les travailleurs immigrés, victimes plus que tout de l'exploitation, des accidents du travail et des marchands d'hommes.



# Une histoire dingue

Au nom de la loi...

Histoire exemplaire que celle de Mouloud Bouchaal qui, au nom d'une loi datant de 1938, fut interné il y a quatre mois à l'hôpital Esquirol de Saint-Maurice (Val de Marne). Grâce à l'URP-CFDT, de l'UD-CFDT du Val de Marne, du « Groupe Information-Asiles », il a été libéré, samedi dernier. Mais contons cette histoire d'internement arbitraire.

Mouloud Bouchaal est immigré. Il loge en meublé. Il n'est pas d'accord avec le loyer que lui réclame son propriétaire (qui, entre autres, exige qu'il paye l'assurance-incendie sur les meubles). Il a, un jour, une altercation avec le concierge de l'immeuble. Confiant en son bon droit, il se rend au commissariat de police du quartier. Là, les flics ne l'écoutent pas, mais l'emmenent à l'hôpital Saint-Antoine pour le faire interner. Le médecin consulté le juge sain d'esprit et refuse de signer un certificat d'internement.

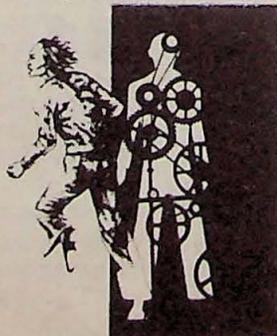
Les flics ne renoncent pas et l'expédient à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de Paris. Là, un psychiatre, M. Gourevitch, autorise l'internement. Motif ? « Le sujet est absolument résolu à toucher une somme d'argent que son propriétaire ne veut pas lui rendre : ce qui promet, s'il est remis en liberté, de le rendre dangereux pour l'ordre public, voire pour la sécurité des personnes. » Texto !

Sur la base d'un tel diagnostic, Mouloud Bouchaal a été interné quatre mois. Interné, cela veut dire : aucun contact avec quiconque de l'extérieur (dans les prisons, il y a des parloirs). Les délégations de la CFDT et du GIA qui ont demandé à le voir, à en savoir plus, auprès de la police ou de la direction de l'hôpital, furent éconduites plusieurs fois avant de parvenir à faire relâcher Mouloud Bouchaal. Ce dernier a pu témoigner, mardi, dans une conférence de presse, qu'être conscient de ses droits de locataire,

## l'Utopie réaliste

une autre logique économique pour la gauche

Michel Mousel et la commission économique du PSU



### BON DE COMMANDE L'UTOPIE REALISTE

DESTINATAIRE

NOM .....  
ADRESSE .....

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	20	20	2,75	22,75
5	17	85	8,20	93,20
10	16	160	10,80	170,80
20	15	300	15,40	315,40

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).

## Ces autonomes...

Entre anarchisme et délinquance, les nouveaux révoltés qui conjurent, par la violence, la violence de la société.

Fin. Tout est fini. Finies les idéologies, fini la politique, finis « les lendemains qui chantent », finis Marx-Mao et la cause des peuples, fini enfin le marxo-marxisme inspi- neur et messianique « Vous vous en tenez et tout de suite ». Du coup le gauchisme se meurt, le gauchisme est mort. Relégué, oublié, stipendié. Du coup le sacro-saint respect des idoles, des slogans, des monstres sacrés de la politique-politicienne n'a plus cours. « Mort aux tabous, vive... l'autonomie ! » Vrai ? Faux ? Vrai et faux à la fois.

Gilles, vingt et un ans. Il veut vivre. « Vivre ! Tu comprends qu'est ce que ça veut dire ? J'en ai ras-le-bol de tout ça. Ras-le-cul de cette merde. J'ai le droit, non ? » Un gosse, avec ses grands yeux bleus et sa frange blonde qui lui tombe sur la gueule. Un gosse paumé, marginal. Marginal ? « Marginalisé, tu veux dire. Le boulot, je connais. Je veux plus bosser. Ou bien de temps en temps si tu veux. » L'autonomie c'est aussi ça : le refus de trimer pour un salaire de con. Juste ce qu'il faut. Pour vivre. Pour faire le joint entre... Entre quoi et quoi au juste ?

Gilles regarde par-dessus le comptoir la trogne bouffie et avinée du patron, rivé sur son fauteuil-tiroir-caisse. Un symbole. De ceux qu'il refuse précisément. « Les petits boulots, y a que ça qui m'intéresse. Je travaille un mois ou plus, ça dépend. Après j'arrête. » Il vit d'expédients, des copains, des copines — des termes qui, dans la nébuleuse autonomiste ont remplacé avantageusement le mot « camarade », qu'on abandonne bien volontiers aux « orgas » (les « organisés »). Auprès de Gilles et de ses « copains » et « copines » tout ce qui s'apparente de près ou de loin à un parti ou à une organisation a plutôt mauvaise presse. L'extrême gauche pue du bec. En particulier la LCR (Ligue communiste révolutionnaire). Il est vrai qu'à plusieurs reprises, les autonomes ont eu à souffrir quelque peu des rigueurs du SO (service d'ordre) de l'organisation d'Alain Krivine, qui s'est d'ailleurs de tout temps fait un devoir de chasser le spontex qui sommeille chez les autres et de dénoncer tout ce qui veut la révolte individuelle, démobilisatrice et récupérable. La réprobation affichée à l'égard des trotskistes est un mélange étonnant de rancœur, et le mépris affiché pour tout ce qui relève du militantisme. « Le jour de la manif pour

*Croissant, j'avais qu'à les voir les mecs de Krivine. Moi les manif Bastille-Nation, je connais. Les manif débiles dans les pantoufles et les mots d'ordre pour faire bien et que les mecs de toute façon restent extradés et emprisonnés. Qui c'est qui parle de Croissant aujourd'hui ? Et de Baader ? »*

Lui n'oublie pas. Il n'oubliera jamais. Avec une étrange confiance mêlée de désespoir, il tire à boulets rouges sur tout : sur les chefs, la classe politique « Libé ». Oui, même « Libé », « leur » canard pourtant en un sens : le seul en tout cas où ils puissent s'exprimer, même pour dire « merde » à « Libé ». Choqués de la manière dont *Liberation* avait rendu compte de l'affaire Shleyer, ils avaient occupé le quotidien de la rue de Lorraine. Serge July un patron de presse comme les autres ? Absurde évidemment. Mais pour « eux », qui avaient aidé au redémarrage de « leur » journal, parler de « l'affaire » comme l'avaient fait les journalistes de *Liberation* c'était inadmissible. Pire : une « trahison ». *Liberation* ne paraîtra pas. Le temps de réajuster, de comprendre aussi. Car le problème est bien là. *Liberation* concurrencé sur le terrain même qu'il croyait occuper et c'est le monde à l'envers. Un avertissement, mais pas seulement pour ceux qui étaient directement mis en cause le



Photo DF

23 octobre dernier dans une salle de rédaction enfumée. L'irruption des autonomes — mêmes sous la forme puérile et piégée du rassemblement de Strasbourg samedi et dimanche dernier où quelques cinq mille flèches mettaient la ville en état de siège —, dérange, agaça, trouble quelques certitudes. Leurs origines, leurs pratiques, leurs valeurs, tous leurs refus, la cohérence souvent folle de leur violence, tout incite à les condamner sans examen. Mais on ne règle rien par la dénonciation. Non plus d'ailleurs que par la « compréhension » humaniste et moralisatrice. Reste que « l'autonomie » renvoie à des problèmes de société. Et à l'impuissance effective des « orgas » — de droite, de gauche, d'extrême gauche —, à, non pas même répondre, mais simplement poser les questions justes.

José SANCHEZ ■

Prochain article : « une société bloquée »

### Repères

Bien sûr, il y a des marxisants et des anars, des nostalgiques de la GP et de la défunte Cause du peuple, des casseurs, des flippeurs, des loubards, des zonards « établis » à la fac, des allergiques au boulot, des chômeurs, des pillards, des camés, des qui théorisent, des marginaux et des marginalisés, des incassables, des inclassables, des apôtres du « prendre son pied » ou du « vivre sa vie », des paranos, des zorros d'un certain apolitisme politique, des déserteurs de la vie en société qui vivent... en communauté.

En un mot, l'autonomie, ça ne se cerne pas. Pas de définitions d'étiquettes, d'« ismes » sécurisants. C'est une mouvance. En France, on la découvre sans la reconnaître à Malville. On l'identifie avec l'affaire Baader-Schleyer-Croissant. On ne la « saisit » toujours pas.

Mettre de la clarté ? Vaine entreprise. Au plus quelques îlots... marginaux émergent de la marre autonome. Si l'on en croit *Libé* :

- **Camarades** s'inscrit dans le sillage d'une certaine militance. Références italiennes — « *Indiens* » de Rome, P 38, fraternité des « *durs* ». Pas mal « *intellecto* ».

- **Marge** vit à l'heure de l'expérience communautaire. Underground, terrorisme, psychiatrie, délinquance. On théorise sur le tout, et voilà *Marge*. Avec l'idée de territoire inconnu, de recherche interdite et de marginalité qu'implique le mot.

- **L'Organisation communiste libertaire** est-elle le plus enraciné de la myriade de groupuscules anonymes dont la confluence forme « l'autonomie » ? Enraciné dans le temps : déjà en 1973 on se disait « autonome » pour ne pas être épinglé « anar ». Enraciné dans l'histoire et dans l'espace : les « grands ancêtres » espagnols ont essaimé et l'on a encore des copains outre-Pyrénées.

# Chauffage nucléaire urbain : le projet Thermos

A Saclay la construction du prototype du concurrent de la géothermie est déjà envisagée.

Pour justifier en partie le programme électro-nucléaire français, EDF, a lancé, dès 1974, un vaste programme de chauffage électrique pour habitat individuel et collectif portant sur 2 900 000 logements à l'horizon 1985. L'absurdité économique et énergétique de ce programme a largement été démontrée et EDF a été contraint de réduire considérablement son programme, le ramenant à 1 000 000 de logements, toujours à l'horizon 1985. De ce fait, un important secteur de consommation énergétique échappait au nucléaire.

Alors, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) lança un concours d'idée ayant pour thème : « le chauffage urbain par l'énergie nucléaire ». Face à l'impossibilité de récupérer les calories dégagées par les centrales électro-nucléaires sans diminuer le rendement de celles-ci, l'idée vient de concevoir des réacteurs directement destinés au chauffage de l'eau. Ainsi, les génies et enfants de génies qui inventèrent la bombe A, la bombe H, le sous-marin nucléaire français, le réacteur graphite-gaz, les surgénérateurs phénix et superphénix créent « Thermos ».

Thermos ? Un réacteur nucléaire de type « pile piscine » (système comportant l'immersion totale du cœur du réacteur) conçu pour fournir de l'eau à 120° C à un réseau de chauffage urbain pour des agglomérations de 100 000 habitants. Le niveau de puissance adopté est de 100 Mégawatts. Le cœur du réacteur est constitué de 3,7 tonnes d'uranium enrichi à 3,5 %. Quant au processus lui-même de chauffage du réseau urbain il est le suivant : le cœur du réacteur baigne dans l'eau du circuit primaire à laquelle il cède ses calories. Des échangeurs primaires permettent la transmission des calories à un circuit secondaire, lequel réchauffe le circuit urbain par l'intermédiaire d'échangeurs secondaires. Le cœur et les échangeurs primaires sont enfermés dans une cuve en acier (6 m de hauteur sur 6 m de diamètre) entièrement immergée dans une piscine d'environ 8 m de profondeur.

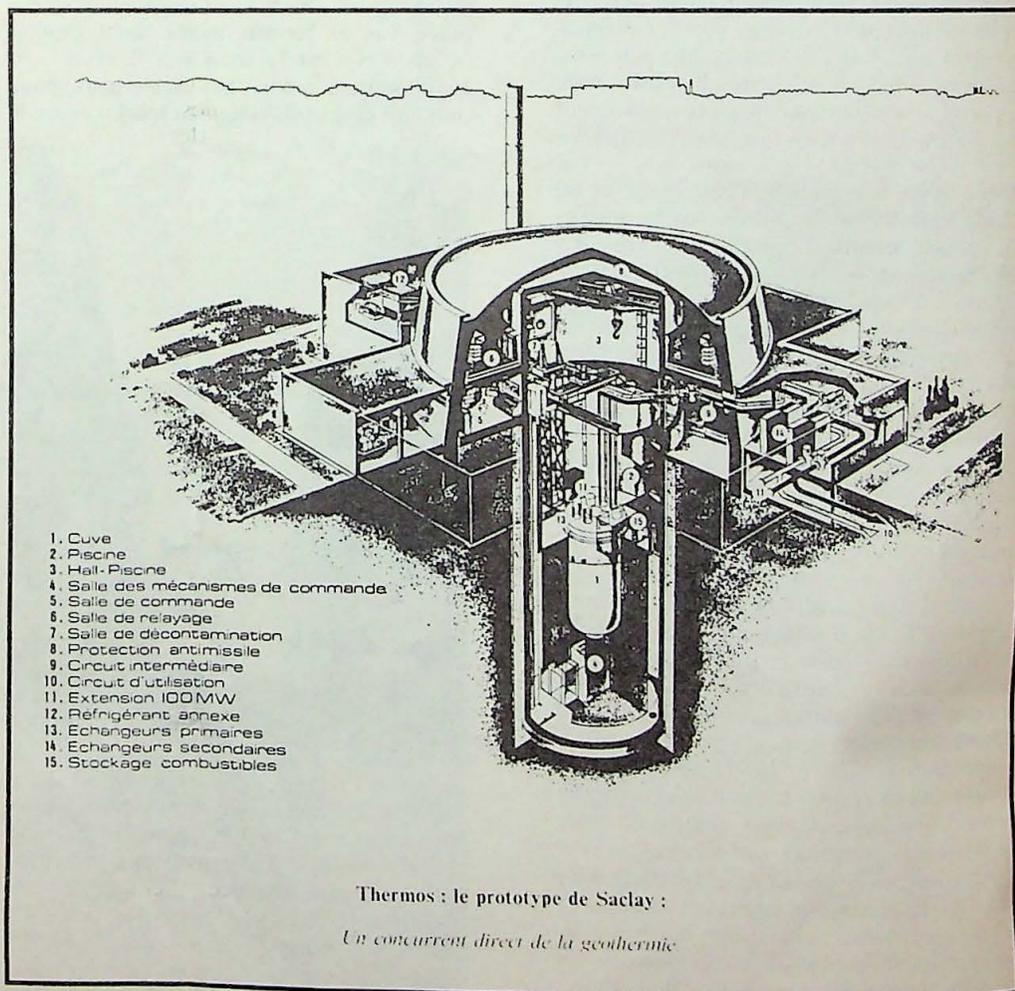
A Saclay, la construction d'un prototype est d'ores et déjà envisagée. (voir notre croquis) pour chauffer le centre nucléaire et éventuellement, par la suite, l'école polytechnique.

Compte tenu de la technologie et de l'expérience acquise dans le domaine des « piles-piscines », le réacteur Thermos est un instrument qui possède des critères de sécurité et de fiabilité nettement supérieurs au réacteur PWR (*Pressurised Water Reactor* : réacteur à eau sous pression) construit

responsables du développement énergétique affirment depuis quelque temps que tout sera mis en œuvre pour développer les recherches relatives aux sources d'énergies alternatives, dont la géothermie fait partie. La réalité, fidèle à la logique donnant une priorité absolue au nucléaire, est bien différente ; elle conduit au constat suivant : le budget d'étude pour la géothermie était de 13 millions de francs en 1977 et il reste maintenu à ce niveau pour 1978 ; dans la même période, le budget pour le projet Thermos, qui n'est en fait qu'une application du domaine nucléaire, progresse de 10 à 11 millions de francs. De plus, si le feu vert est donné pour la construction d'un Thermos à Saclay, c'est environ 150 millions de francs qu'il faudra débloquer en cinq ans.

Une fois de plus, le choix énergétique est défini par quelques technocrates entièrement dévoués au nucléaire. Et là, encore, à l'image de toute la politique qui tend à vouloir rendre le nucléaire irréversible, les responsables du projet n'hésitent pas à dire qu'« il faut développer rapidement Thermos afin de ne pas subir la concurrence de la géothermie ».

Seulement aujourd'hui, Thermos n'est pas encore construit et il est donc temps



Thermos : le prototype de Saclay :

Un concurrent direct de la géothermie

par EDF. Mais les problèmes déjà existants dans l'application électro-nucléaire et liés à l'approvisionnement d'uranium enrichi, au retraitement et au stockage des déchets se trouveraient amplifiés si ce type de réacteur devait être construit en grand nombre.

De fait, Thermos se présente comme le concurrent direct de la géothermie. Les

pour les populations et les travailleurs concernés par le projet de se mobilisent contre cette nouvelle application du nucléaire qui reste dans la logique tendant à poursuivre et à rendre irréversible la mise en place du nucléaire.

## South Side Story

Des « états généraux de l'autogestion socialistes » où l'on parle concret entre habitués à prendre ses affaires en main.

Le 14<sup>e</sup>, un arrondissement qui bouge !

Il bouge si bien qu'il est en passe de devenir une légende : le *Métro*, journal des Américains dans le vent à Paris, lui a consacré un numéro intitulé « *South Side Story* ». On pourrait croire que tout cela est une nouvelle mode. En fait le phénomène est né de la lutte de longue haleine menée depuis cinq ans par les habitants du quartier et leurs associations contre la rénovation à base d'autoroutes, de Sheraton et de bulldozers. Leur activité ne s'est pas arrêtée avec la

parallèle du 68 rue de l'Ouest, le MIFAS, le PSU 14<sup>e</sup>, la LCR. Participaient également, « *Vivre dans le 14<sup>e</sup>* », Paris-écologie, le groupe Femmes 14<sup>e</sup>. Les partis traditionnels de gauche (qui pourtant se disent « *autogestionnaires* ») n'ont pas pris part à la préparation.

Les participants débordaient largement le recrutement des associations qui appelaient : squatters ou membres de comités de locataires, parents d'élèves ou libraires, des habitants ou travailleurs du quartier d'horizons et d'intérêts très divers sont venus : 200 à 300 personnes se sont réparties entre les différents forums et se sont ensuite retrouvées pour un débat central (après les sandwiches) « *Au tout-à-la-joie* », café-théâtre menacé d'expulsion à partir du lendemain !

### Du concret !

Dans ce contexte, les discussions n'avaient rien de spéculations abstraites. Certains débats, riches des expériences acquises, ont permis d'approfondir des problèmes auxquels on est déjà sensibilisé ici. (Urbanisme : nécessité d'un lien entre les luttes dans les entreprises et luttes urbaines, pour éviter la parcellisation. Entreprises : comment éviter que des « *conseils d'ateliers* » ne deviennent des institutions de

« *Au Café d'Edgar* » et « *Au Tout-à-la-Joie* », sur le journal du quartier, le *14<sup>e</sup> Village* qui se veut l'écho de toute cette vie...

Si l'on considère le foisonnement des luttes et leur diversité sur le quartier, les « *Etats généraux* » était à la fois une initiative nécessaire et un peu un pari : devaient-ils rester sans lendemain ? Au débat central s'est posé le problème de la coordination des luttes : faut-il créer un « *comité de quartier* » comme certains l'ont proposé, ou renouveler l'expérience des « *Etats généraux* » (au printemps ?) comme d'autres l'ont suggéré ?

Un aspect très positif de cette journée : nous avons pu discuter de nos pratiques réelles, confronter nos expériences, su éviter l'écueil des joutes électorales. En effet les habitants du quartier souhaitaient privilégier leurs convergences plus que leur divergences, non pas par « *apolitisme* » mais parce que, de plus en plus peut-être, ils ont le sentiment d'appartenir à un « *mouvement* » dont l'enjeu dépasse mars 78.

Hélène-Jacques PIERRE ■

### Lip et robes de cocktail

Quelques kilomètres après Trappes, dans la mouvance de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, et c'est Maurepas : 300 habitants, il y a vingt ans, 16 000 aujourd'hui. Un urbanisme moderne mais qui conserve du charme.

Du charme donc. Mais aussi des chômeurs : 236 à Maurepas, 2 600 dans la ville nouvelle, 27 500 dans le département. La municipalité fait pour eux ce qu'elle peut.

« *Et pourquoi pas une journée Lip ?* », proposent, au conseil municipal, les élus PSU. Le PCF est réservé, la majorité acquise à l'idée. L'opération aura donc lieu. Une commission municipale d'organisation est désignée. Unions locales CGT et CFDT sont invitées à participer à la « *journée pour l'emploi* » à laquelle participeront aussi les ouvrières des Textiles Saint-Joseph de Bordeaux qui font grève depuis un an contre 2 800 licenciements et les travailleurs de l'imprimerie Chaix de Saint-Ouen.

Reste une pomme de discorde : les Lip vendront-ils des montres ? « *Sur le marché, aux risques et périls des vendeurs, soit* » dit le PCF ; mais « *pas question de mouillir dans une affaire illégale le premier magistrat (communiste) de la ville* ». On s'incline. Arrive, le 20 janvier, veille du jour J la rébellion des commerçants : ils paient patente, ils n'admettront pas de « concurrence déloyale », on ne vendra ni montres ni vêtements sur le marché ! La municipalité, prise de court, accorde un local municipal pour les ventes Lip. Faut-il accuser les boutiquiers si, le lendemain, la PJ de Versailles est aussi au rendez-vous ?

Est-ce la fin des incidents ? Non, les travailleuses de Saint-Joseph présentent un défilé de mode : robes de cocktail, costumes de chasse, robe de mariée... La vie militante réserve de dures surprises — surtout que l'assistance, enthousiaste, applaudit, pendant que les « *purs* » commentent sévèrement la désastreuse vision des choses de la CGT. Et le PCF voudrait profiter du défilé pour faire mousser sa candidate aux élections législatives. Tolle general. La candidate... se retire.

Clôture plus reconfortante : une bonne cinquantaine de citoyens sechent le match de rugby que transmet la télévision pour le film des Lip et la discussion qui s'ensuit. On se souhaite non seulement une nécessaire victoire électorale de la gauche en mars prochain, mais aussi l'élan unitaire et la force de mobilisation qui permettront d'avancer vers la voie des solutions autogestionnaires.

Pierre GARRIGUES ■



« *fête anti-radiale* » et la victoire qui l'a suivie. On l'a vu avec la lutte pour un centre d'orthogénie, avec la mobilisation contre les expulsions ; on le verra bientôt avec la mise en place d'un « *centre de santé* »...

La proposition d'« *Etats généraux de l'autogestion socialiste du 14<sup>e</sup>* » faite par le PSU a été bien accueillie dans un quartier où « *prendre ses affaires en main* » est à l'ordre du jour. Ceux-ci se sont déroulés le 14 janvier tout naturellement au cœur du quartier menacé de destruction, dans différents locaux de la rue de l'Ouest et de la rue Losserand (locaux d'associations, une boutique, un café-théâtre, une école parallèle...). Appelaient, l'UL-CFDT, le MAN, le SMG, le café-théâtre « *Au tout-à-la-joie* », l'école

« *cogestion* ? ». D'autres forums ont été l'occasion d'une prise de conscience (Santé : nécessité et possibilité d'une médecine qui ne soit pas régie par le profit et le pouvoir du savoir. Petite enfance : fichage abusif et psychiatisation des gamins à « *problèmes* » dès la naissance... à l'essai dans le 14<sup>e</sup>).

On a pu échanger quantité d'informations et d'expériences : sur l'école et la crèche parallèles, sur les comités de rues ou les associations de squatters, sur le centre de santé qui va s'ouvrir et les consultations juridiques données au local de VDI 14, sur le travail fait en liaison avec la population par l'Atelier populaire d'urbanisme, sur les expériences d'animation menées dans le quartier par les équipes des cafés théâtres

## Afrique : Paris brûle-t-il ses dernières cartouches ?

A l'heure où l'Afrique devient le continent aux trésors convoités par les grandes puissances, la France s'enlise dans un affairisme borné.

**D**AR deux fois, pendant la seule année 1977, les forces armées françaises sont officiellement intervenues dans un conflit armé en Afrique.

D'abord au Zaïre, au début du mois d'avril, en fournissant à l'armée marocaine les moyens logistiques qui lui faisaient défaut pour acheminer ses troupes dans la province méridionale du Shaba. Giscard d'Estaing justifiait la décision française en déclarant : « *je ne veux pas que des Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leurs droits et lorsque leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés* » (Conférence de presse du 12 avril 1977). En bref, l'intervention française était légitime puisqu'elle aurait répondu à la demande d'un gouvernement légal, reconnu par l'ensemble de la communauté internationale, victime d'une agression provenant de l'extérieur. Argumentation fautive : Giscard confondait sciemment une attaque venue de l'extérieur (les « *gendarmes katangais* » étaient depuis plus de dix ans réfugiés en Angola où ils avaient finalement constitué une armée se battant d'abord aux côtés des Portugais puis du MPLA) avec une agression voulue, organisée et dirigée par des pays voisins du Zaïre et des puissances socialistes. Or si les « *gendarmes katangais* » n'ont pas réussi à renverser le régime Mobutu, c'est bel et bien parce que l'Angola, l'URSS et Cuba avaient refusé d'appuyer leur incursion. Paris ne pouvait pas ne pas le savoir.

Au Sahara Occidental ensuite, où l'aviation française, basée à Dakar et Nouakchott, effectue, en plus de ses missions d'observation, des bombardements contre les colonnes du Polisario depuis le 12 décembre 1977. M. de Guiringaud justifiait cette intervention directe et armée en invoquant le droit de la France à protéger la vie de ses ressortissants, lorsque celle-ci est menacée par les raids du Polisario. Mais de quelle neutralité peuvent se prévaloir les coopérants français en Mauritanie lorsqu'ils contribuent de manière décisive à la survie économique d'un pays directement engagé contre le Polisario ? Et comment ne pas voir que ces bombardements s'inscrivent dans l'engagement croissant de la France aux côtés de Nouakchott et de Rabat, comme en

témoignent les livraisons de Mirages, d'Alpha-Jet, d'engins blindés, la coopération militaire qui débouche sur l'entraînement de l'armée mauritanienne et finalement la prise en main de la défense de points névralgiques par des officiers français ? A quoi Paris rétorque qu'il a le droit de voler au secours d'un Etat indépendant et souverain agressé par des forces venues de l'extérieur. Comme si Nouakchott n'avait pas voulu purement et simplement annexer la moitié du Sahara Occidental. Comme si Paris n'avait pas, pendant des années, multiplié les coups bas pour abattre les régimes qui lui déplaisaient (Conakry), soutenu les deux grandes tentatives de sécession en Afrique (Katanga et Biafra), et, aujourd'hui encore, dispensé un concours substantiel mais discret aux forces qui veulent « *déstabiliser* » l'Angola, le Mozambique, ou le Bénin.

Les déclarations officielles, faisant de la France le défenseur des régimes établis, l'apôtre du respect de l'intégrité territoriale, le chantre de la non-immixtion dans les affaires africaines ne résistent pas à l'épreuve des faits. « *L'Afrique aux Africains* » ou « *le refus que des amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation* » ne sont que des mots, un écran de fumée qui sert à camoufler une réalité beaucoup plus prosaïque et trébuchante : « un changement de la situation politique en Afrique, une situation nouvelle d'insécurité et de subversion, auraient des conséquences pour la France et l'Europe... L'Afrique est un continent d'où viennent traditionnelle-

ment un certain nombre de nos ressources et de nos matières premières... » (VGE, le 12 avril 1977).

1975 et 1976 sont deux années capitales dans l'histoire du continent noir. La première voit l'accession à l'indépendance de l'Angola et du Mozambique, dirigés par les régimes les plus radicaux que connaît l'Afrique. Du même coup, la guérilla au Zimbabwe (Rhodésie) et en Namibie (Sud-Ouest Africain), connaît un nouveau départ. En 1976, les émeutes de Soweto marquent le début de la plus grande vague de contestation contre la dictature de la minorité blanche. L'Afrique Australe, stabilisée jusque-là sous la domination conjointe mais inégale du colonialisme portugais et des régimes racistes, est en complet déséquilibre. Or, l'Afrique du Sud recèle les plus grandes richesses minières du globe, après les Etats-Unis et l'URSS. Les exportations agricoles de la seule Rhodésie suffiraient à combler le déficit alimentaire de l'Afrique Noire. La crise frappe donc un sous-ensemble où a été bâtie une machine économique qui écrase de toute sa puissance le reste du continent. L'héritage du passé, le voisinage des régimes les plus radicaux et les plus réactionnaires, l'expansionnisme inscrit dans la nature même du système économique sud-africain interdisent d'imaginer une issue différente pour chaque partie du cône africain : l'avenir de l'Afrique australe est indissociable et se réduit soit à une nouvelle domination par un capitalisme sud-africain rénové, débarrassé de la discrimination raciale, soit à l'instauration d'un bloc « *socialiste* », c'est-à-dire, grosso modo, non-aligné, ouvert aux pays de l'Est, partisan d'un développement planifié, impulsé par le secteur d'Etat et autocentré. Si une révolution socialiste voit enfin le jour en Afrique, son berceau sera l'Afrique australe.

Les deux mêmes années ont vu aussi l'effacement des anciennes puissances coloniales de la scène africaine au profit des deux super-grands. D'un côté, la « *pénétration soviétique* », essentiellement basée sur l'aide à la lutte armée de libération nationale, a franchi un pas supplémentaire avec l'arrivée d'un contingent cubain en Angola, même si dans ce cas particulier La Havane dispose d'une autonomie certaine vis à vis de Moscou. A l'opposé, c'est Washington qui désormais, conduit la politique de l'Occident en Afrique. Ses interventions

Mobutu Sesse Seko (chef de l'Etat zaïrois) en compagnie de Giscard d'Estaing : « Paris ne pouvait pas ne pas le savoir. »



décisives en Afrique australe, la multiplication des visites de ses dirigeants sur le continent noir suffissent à le prouver. L'Afrique est entrée dans le champ direct d'affrontement des grandes puissances.

Enfin l'Afrique a été, depuis le début des années 1960, de plus en plus étroitement intégrée au système économique occidental où elle joue un rôle croissant, tant par l'importance des matières premières qu'elle fournit que par la diversification de ses partenaires au sein du monde occidental. Et ce n'est rien par rapport à ce que promet l'avenir. « *L'Afrique offre un immense potentiel de compétences humaines, de ressources à développer, d'énergie à capter... Les riches ressources minières et agricoles de l'Afrique assurent déjà une partie substantielle des importations de produits tels que le cuivre, le cobalt et le manganèse dont nous avons besoin... L'Afrique fournit 38 % de nos importations de pétrole brut. Notre investissement direct dans les pays d'Afrique au sud du Sahara est près de six fois supérieur à ce qu'il était il y a quinze ans ; notre commerce est près de douze fois ce qu'il était alors* » (Cyrus Vance, 1<sup>er</sup> juillet 1977).

Voilà les faits. Ils déterminent la nouvelle politique occidentale en Afrique. Elle porte un nom : stabilité. Il faut entendre : maintien du statu quo actuel avant de regarder le terrain perdu. Mais pas avec autant de raideur que l'équipe Kissinger-Nixon, prêts à tomber à bras raccourci sur tous ceux qui osaient relever la tête. Avec au contraire une très grande souplesse utilisée selon deux grands axes :

- **une participation beaucoup plus active des capitaux, et de la technologie occidentale**, une meilleure régularisation du cours des matières premières pour accélérer le « développement » de l'Afrique ;
- **la reconnaissance et l'encouragement du nationalisme africain**. Plus brutalement, cette politique vise à accélérer l'intégration de l'Afrique à l'économie occidentale. Les vertus du libre-échange sont censées séduire

autrement plus que les vices inhérents à toute économie étatisée. Quant à ses défauts, cette inégalité qu'elle accentue, il y sera pallié par l'exaltation du nationalisme, chanté bien haut par les bourgeoisies locales pour mieux étouffer les tensions sociales. Faut-il s'étonner si ces deux mêmes années 75-76 ont vu l'idée d'un « *nouvel ordre économique international* » (NOEI) faire son chemin et l'hypothèse d'un « *plan Marshall pour l'Afrique* » avancée dans différentes capitales ?

Dans cette perspective, quel peut être le rôle de la France ? En bref, elle n'a tout simplement pas les moyens de tirer son épingle du jeu occidental. Sa puissance économique et commerciale est trop faible pour qu'elle puisse, soit maintenir ses positions dans l'ancienne Afrique française, soit compenser dans les pays des zones d'influence de ses rivaux occidentaux l'érosion qu'elle subit dans son ancienne « *chasse gardée* ». Ses représentants en Afrique : coopérants, diplomates et souvent même hommes d'affaires restent marqués par toutes les tares d'un comportement colonial qui indisposent de plus en plus leurs interlocuteurs. De quels atouts disposent-ils ? Ils se réduisent à deux :

- **D'une part**, la méconnaissance qu'a la gauche française des problèmes africains laisse pratiquement les mains libres au gouvernement pour agir à sa guise.
- **D'autre part**, la clientèle traditionnelle de la France en Afrique est une des plus réactionnaires d'Afrique. Elle a pris la tête de la croisade contre la « *pénétration soviétique* », épouvantail diplomatiquement plus payant que la révélation de ce qui fonde réellement toutes ses craintes : une tension sociale qui lui coûterait le pouvoir. Elle veut d'abord être rassurée. Paris lui offre son parapluie militaire pour la protéger de tout risque de déstabilisation. C'est le seul moyen qu'il ait trouvé de compenser sa faiblesse dans les affaires. Et tandis que les autres puissances occidentales agitent la carotte, elles sont trop contentes de laisser la France

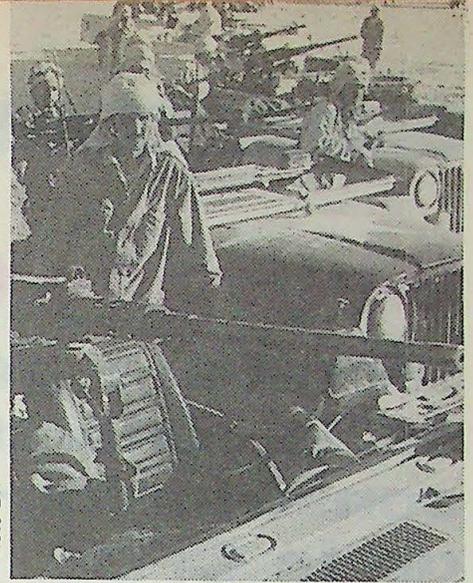


Photo DR

Unité de l'armée de libération du Polisario : « *L'engagement croissant de la France contre les colonnes du Polisario* ».

brandir le bâton et encourir ainsi les foudres du camp progressiste africain. Mais ces élites sont vieillissantes. La relève est beaucoup plus réaliste, en politique comme dans les affaires. Les sirènes de la francophonie ne l'enchantent plus depuis longtemps. Et elle achète au plus offrant (1).

La France croit que la politique de la canonnnière a toujours cours. Elle a été, et elle reste, de tous les combats d'arrière-garde en Afrique, depuis le soutien au colonialisme portugais jusqu'à la vente aux régimes racistes de centrales nucléaires en passant par le sauvetage des régimes les plus dictatoriaux et corrompus. « *La France officielle n'a pas renoncé à sa stratégie mercantile sur le continent* », déclarait le président Boumediène. Face à la concurrence de ses rivaux occidentaux, combien de temps encore pourra-t-elle s'en tenir à cette stratégie ? Paris brûle ses dernières cartouches en Afrique.

Michel TICHNIKOV ■

(1) Voir TS n° 769 « Paris-Alger : la brouille »

## Quand les cartels frappent

Dictatures politiques et sociétés multinationales font souvent bon ménage. Mais que se passe-t-il quand les intérêts des capitalistes locaux se heurtent à la stratégie des trusts mondiaux.

Au Brésil, dans le secteur de l'équipement électrique, le conflit a tourné à l'avantage des multinationales. Dans un rapport récemment publié à Genève, la CNUCED (Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement) estime que les firmes multinationales ont « *systématiquement décimé* » l'industrie brésilienne de l'équipement électrique dans le début des années 1970.

Regroupés en cartel (l'International Electrical Association, IEA, qui réunissait en 1967 environ 83 membres et comprenait Brown-Boveri, Siemens, General Electric, Westinghouse, AEG-Telefunken, Hitachi...), les groupes auraient ainsi obligé les industriels locaux à céder leurs entreprises aux membres du cartel, ou les auraient conduits à la faillite. L'étude de la CNUCED contient le texte d'un accord de 1967 au terme duquel les multinationales co-signatrices décidaient qui, parmi elles, devait décrocher les contrats brésiliens, et à quel montant. Cet accord établissait que 2 % du prix de vente final irait à un fonds commun « *reserved for combat purposes* » (« pour des actions de combat ») contre les membres de l'accord qui y dérogeraient et contre les autres concurrents.

La part des actifs détenus par les multinationales dans l'industrie brésilienne de l'équipement électrique est de fait passée de 61 % en 1966 à 78 % en 1972, précise le rapport. Depuis s'est ajoutée à ce chiffre l'absorption du premier producteur brésilien de réfrigérateurs, Consul SA, par le groupe international Pacino, ce qui porterait la proportion à 90 %.

L'étude avance que les membres du cartel ont utilisé leurs capacités financières à couler les sociétés brésiliennes, en se regroupant. Par exemple, en 1969, pour acheter la production totale annuelle de fil de cuivre au Brésil, coupant ainsi l'approvisionnement des firmes locales. Autre exemple : le rapport établit que la société « *Saab AB* » de Suède, membre du groupe identifié sous le nom d'ASEA, a soudainement interrompu ses ventes de moteurs diesel pour générateurs, produits par une société brésilienne, après être devenu le principal client de cette société.

Le rapport de la CNUCED appelle, en conclusion, à une action coordonnée tant sur le plan national qu'international pour lutter contre l'activité des cartels qui, sinon, « *continueront à contrôler le progrès de l'industrialisation au Brésil et dans les autres pays en développement* ».

M. ANVERS ■

# Georges Goubier,

## secrétaire général de la fédération construction-bois de la CFDT

**TS : Tous les secteurs économiques connaissent une restructuration. En est-il de même dans vos branches ?**

**Georges GOUBIER :** Oui. Dans l'ensemble de la construction, on passe d'une profession à caractère artisanal à une profession de type industriel. Sur les 234 000 entreprises de nos branches, plus de 200 000 emploient moins de 10 à 12 travailleurs. Chaque année, il se crée autant d'entreprises qu'il en disparaît. L'évolution des techniques, l'accroissement de la préfabrication, les méthodes plus modernes et

thom ou la Société générale d'entreprise.

Pour la première fois depuis longtemps, les effectifs de nos professions ont diminué : dans le bâtiment et les travaux publics, ils sont passés de 1 743 568 à 1 636 339, soit une diminution de 107 229 de 1973 à 1976.

Ce phénomène passe parfois inaperçu car les statistiques de chômage ne prennent pas en compte les travailleurs immigrés qu'on oblige à repartir chez eux. De plus, les licenciements pour fin de chantier sont difficiles à comptabiliser. Il faut parfois qu'un ouvrier attende trois ou quatre semaines avant de retrouver un chantier. Il

l'essentiel de la production de contreplaqué et les marchés. Coexistent avec elles de toutes petites unités (les scieries en particulier). Or ces grosses entreprises commencent à investir à l'étranger, donc seront amenées à supprimer des emplois en France. Rougier s'installe en Afrique centrale (au Gabon entre autres) et en Asie du sud-est.

Enfin, dans les travaux publics, l'industrie routière est contrôlée par quelques grandes sociétés (Colas-Sacer et Segreg par exemple) qui dépendent de groupes financiers. Elles aussi s'installent à l'étranger.

### La mort de nos métiers

Globalement nous constatons donc que dans nos industries, qui étaient relativement arriérées, le capitalisme met les bouchées doubles pour accélérer le « dégraissage » de la main-d'œuvre, la concentration du capital et la hausse de la productivité. Cela a des conséquences sur l'emploi, les salaires, la qualification et les conditions de travail.

**TS : Peux-tu nous donner quelques exemples ?**

**G.G. :** Les patrons ne respectent plus du tout les accords qu'ils ont signés sur les classifications. Dans le bâtiment et les travaux publics par exemple, il avait (sauf la CFDT) signé en 1972 un accord avec toutes les organisations pour de nouvelles classifications. Actuellement, il n'est pas une seule région qui ait une valeur de point permettant de respecter les échelons de cette classification.

La déqualification bat donc son plein. L'ameublement, avec l'extension du travail à la chaîne et du travail posté en fournit un bon exemple. Le travail d'ébénisterie a quasiment disparu. La spécialisation a tué bien des métiers de nos branches.

**TS : Quelles luttes significatives ont été menées pour résister à ces phénomènes ?**

**G.G. :** De nombreuses luttes ont été menées par les travailleurs de nos industries : Thireau Morel, Périer, Faïencerie de Longwy, Jammes, Everitube, Eternit, Tuileries de Paulhaguet, la Soplec, Patout, Isorel, Monin-Ordures, Pouteau, Quillery-Saint-Maur, Leroux à Muzillac (Morbihan), Rigaud à Tours. Chez Leroux, liquidée avec ses 250 salariés, dont l'occupation dure depuis un an (2).

Dans nombre de secteurs, cette lutte pour l'emploi s'est soldée à l'avantage des travailleurs en lutte. Aux faïenceries de Longwy, après plusieurs semaines de lutte, les salariés ont obtenu le maintien de l'outil de travail. Chez Blatrix, dans l'Ain, les grévistes menacés de licenciement, ont obtenu leur reclassement, ce qui va dans le sens de notre revendication : pas de licenciement sans reclassement, dans la profession et dans la région. Soulignons surtout nos batailles d'ensemble : appel à un débrayage de 24 heures le 13 avril, puis le 7 octobre, dans l'industrie routière sans oublier les participations massives aux journées nationales d'action lancées par des confédérations (comme le 1<sup>er</sup> décembre). Mais il ne faut pas



plus rapides utilisées dans la construction entraînant des concentrations, une bataille pour enlever les marchés. Les entreprises de taille moyenne (de 100 à 500 travailleurs) en font les frais et les travailleurs en sont les victimes, à l'exemple de ceux de la région stéphanoise. Les contrats sont « truqués » par des groupes de taille nationale comme Bouygues ou Fougerolles, la CGEE-Als-

ne se déclare pas systématiquement au chômage.

Dans le secteur du bois et de l'ameublement, le problème est similaire, plus aigu même. La crise du capitalisme s'y est manifestée plus rapidement. De très grosses entreprises : Isorel (3 000 salariés) liée au groupe Nobel-Bozel (1), Leroy (7 000 salariés) et Rougier (6 000 salariés), contrôlent

se cacher que bien des luttes ont du mal à aboutir. La répression, le racisme développe par les mesures Stolérju ne facilitent guère notre tâche.

## Les cimenteries : un secteur stratégique

**TS :** Le rapport que tu présentais lors du récent congrès de la FNCC traitait des nationalisations. Vous proposez la nationalisation des cimenteries et des grosses sociétés contrôlant la production du bois et du contreplaqué. Pourquoi ?

**G.G. :** A travers la liste des neuf nationalisations du Programme commun certaines entreprises du bâtiment et des travaux publics étaient nationalisables. Mais la quasi totalité des sociétés multinationales des branches de la construction et du bois ne sont pas visées. Or la gauche devrait tenir compte du fait que l'industrie de la construction peut être considérée comme un acte social. Nous voulons dire qu'elle est une industrie qui a comme tâche première de réaliser des habitations pour la population, des moyens de communication (routes, voies ferrées), des hôpitaux, écoles...

Voilà pourquoi nous nous prononçons pour une nationalisation de l'industrie des ciments. Elle est concentrée dans deux groupes : Lafarge et Ciments français, ainsi que deux autres nettement plus faibles : Vicat et Dorigny. La longue grève de 1973 des cimentiers a fait la démonstration du caractère stratégique de cette industrie (blocage à 70 % de l'ensemble de la construction).

A un degré moindre, il en va de même pour les fabricants de bois contreplaqués et panneaux de particules : quatre ou cinq grandes entreprises sont en situation d'oligopole : elles détiennent le marché français et ont un impact très important sur toute l'Europe. Que se passerait-il si ces cinq entreprises bloquaient les livraisons de bois pour la construction ? Nous ne devons pas oublier cet aspect des choses.

Une relance de la construction permettrait d'ailleurs et de satisfaire les 300 000 emplois disparus depuis trois ans, et de loger correctement toute une partie de la population, et de créer des infrastructures manquantes en dehors des griffes du capitalisme. En conséquence, la nationalisation des cimenteries et du bois (contreplaqués) apparaîtrait à l'évidence comme devant se réaliser immédiatement. Pour le reste de la construction, la gauche se doit d'étudier rapidement dans le cadre du plan démocratique, une restructuration totale de cette industrie (comme l'évoquait le Programme commun à travers l'idée d'entreprises-pilotes) afin de lui redonner sa vocation première d'acte social.

**TS :** Contrairement à la position confédérale, vous repoussez l'éventualité de créer des conseils d'ateliers dans les entreprises qu'aurait nationalisé un gouvernement de gauche, tel que le définit le chapitre 7 de la plate-forme CFDT de revendications et d'objectifs immédiats. N'est-ce pas une attitude un peu statique ?

**G.G. :** Nous ne sommes pas contre les conseils d'ateliers dans leur principe. Il faut, avant de les institutionnaliser, considérer la période dans laquelle nous entrerions en cas de victoire de la gauche, quel que soit le type de gouvernement qui en découlerait. Pour nous, il serait illusoire de croire que la socialisation des entreprises se fera par un coup de baguette magique le lendemain d'une victoire aux élections législatives. La lutte de classe se poursuivra. Même avec les nationalisations immédiates des groupes monopolistes, il subsistera encore un secteur privé important. Et la bourgeoisie ne demeurera pas inactive.

## Les risques

Alors que nous avons combattu toutes les tentatives d'intégration de la classe ouvrière (participation, contrats de progrès, coopératives...), comment pourrions-nous accepter de croire que sitôt mars 1978, avec une victoire de la gauche, les travailleurs pourraient commencer à prendre un certain pouvoir de gestion ? Ce n'est pas parce que le pouvoir sera entre d'autres mains que les rouages politiques économiques et sociaux auront changé.

Les travailleurs, dans ce cadre, ne pourront pas modifier grand chose, avant qu'un plan démocratique permettant la relance des secteurs pris en main par les multinationales et les impérialistes américains, japonais ou allemands soit mis en place. Le rééquilibrage de l'économie française pour produire en France au lieu d'importer demandera du temps. Les nationalisations, vont demander quelques mois avant leur mise en application et ceci dans le meilleur des cas, en misant sur une mobilisation des masses.

## Nous sommes réalistes

Enfin, l'analyse du bloc au pouvoir avec la gauche en 78, nous amène à constater qu'une couche de la population est prête pour gérer le pays : la technocratie. Une grande partie de cette couche s'est déjà affrontée au problème de la gestion avec la bourgeoisie : d'ailleurs elle est aujourd'hui employée à de « hautes fonctions » dans des ministères ou à la tête d'entreprises nationalisées. Notre analyse n'est donc pas euphorique, elle est réaliste. Nous ne pourrons

pas, dans une première période, échapper à une gestion plus ou moins technocratique du pays.

Voilà pourquoi nous n'avons pas voté la plate-forme confédérale : nous ne partageons pas la même orientation sur la conception de la période qui s'ouvrira après mars 1978. Si nous considérons, comme elle, que les nationalisations sont un élément capital, nous ne voulons pas qu'elles deviennent des éléments de division de la classe ouvrière ou de démobilisation par une illusion de pouvoir qui serait donnée à une partie d'entre elle. La réflexion sur les nationalisations ne peut être coupée en rondelles, elle forme un tout. Il ne peut y avoir des droits particuliers pour les uns et pas pour les autres. Il nous faut donc envisager globalement une avancée importante du droit syndical pour tous, en particulier le temps d'information pris sur le temps de travail, tel que le réclame la CFDT.

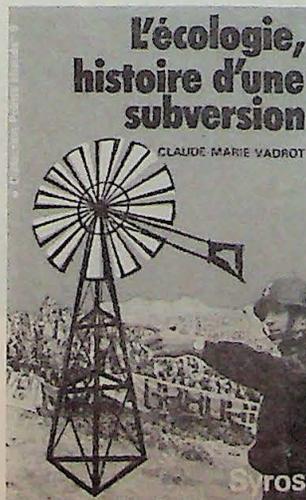
La plate-forme confédérale envisage un droit de gestion pour les travailleurs pour l'orientation des investissements et des conditions de travail. Dans le BTP où n'existent pas encore de comités d'hygiène et sécurité alors que c'est la profession la plus meurtrière pour un plus grand profit du patronat, le premier combat, la gauche étant au pouvoir, sera d'obtenir ces CHS avec des délégués élus sur listes syndicales représentatives. Le problème pour les travailleurs, dès avril 1978, c'est d'abord celui du contrôle. Le contrôle ne se décrète pas, il s'exerce. Il ne s'agit pas de créer tel ou tel comité ou conseil de contrôle à tel niveau. Mais de permettre aux travailleurs à tous les niveaux d'exercer collectivement un contrôle sur toutes les affaires du pays.

Ainsi la planification démocratique, dont la mise en place s'effectuera progressivement au fil de ces deux années, devra se réaliser avec l'avis des travailleurs et non pas en vase clos, dans un ministère. Ainsi les nationalisations mises en place devront remplir leur rôle de désappropriation du capital, de relance de l'économie, de transformation du marché et ceci au grand jour, avec le contrôle des travailleurs.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■

(1) Voir TS n° 769.

(2) Nous en reparlerons, ainsi que de l'action menée par les travailleurs pour améliorer les salaires et classifications.



### BON DE COMMANDE

L'écologie, histoire d'une subversion

DESTINATAIRE

NOM. ....  
ADRESSE. ....

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	29	29	3,90	32,90
5	26	130	8,20	138,20
10	23,50	235	9,20	244,20
20	22,50	450	19,30	469,30

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).

## Aux stades, citoyens !

### Une autre image du sport

Banderoles déployées, drapeaux rouges, noirs, bleus, blancs ou verts, au son de la trompette, de chants guerriers... Ce n'est ni une manif, ni un film sur les guerres puniques. C'est l'arène, l'arène du sport. Celui du samedi après-midi : des millions d'yeux pour vingt deux joueurs ou trente, qu'importe. Images de foules ivres de bière, de cris de haine, de fumigènes. Déferlement permanent des foules. Nuremberg. « *La coppa del duce* ». Demain. Buenos aires... Ces images, les participants aux états-généraux sport et autogestion des 7 et 8 janvier à Nîmes les ont refusées.

Étaient présents, venus de toute la France : des membres de la CFDT (SGEN en majorité), du SNEP FEN, du MAS de la revue « *Quel Corps ?* », du Mouvement Foot-Progress, de l'Union sportive de l'école primaire, du mouvement pédagogie Freinet, de la FSGT, de la Ligue française de l'enseignement, d'autres encore que le sport intéresse à divers titres (journalistes, dirigeants) d'enseignants d'EPS, pour la plupart membres du PSU et de la CFDT, d'élus municipaux.

Cette manifestation devait, en quatre commissions, réfléchir sur les rapports du sport avec la commune, les clubs, l'école et l'entreprise. Bien sûr, dans une perspective autogestionnaire.

### Le sport : un jeu trouble ?...

À l'école, le sport est voué à former des êtres « conformes ». Les instructions officielles de 1967 précisent dans leur préambule : « *on ne saurait négliger l'interdépendance qui existe entre les activités physiques et les fondements culturels de notre civilisation* ». Et les cours d'éducation physique servent de lieu de dévouement canalisé après les cours où le corps est réprimé (position assise, demandes d'autorisation pour se déplacer...). Le sport est lié à l'idée de compétition, d'activités codifiées (au-delà de l'avis des pratiquants), de ségrégation sexuelle (mythe de la virilité, de la puissance du mâle), et à l'idée d'efficacité, contradictoire avec la notion de plaisir.

Mais comment rompre avec les formes actuelles de pratiques corporelles du corps ? En « désportivant » l'éducation physique, en démystifiant le sport, en désécialisant l'éducation corporelle : en faisant du corps l'affaire de la personnalité totale de l'individu et d'un collectif d'enseignants qui ne soient plus les seuls « prof de gym ».

Impossible à mettre en pratique ? Si, et le mouvement « Football-Progress » le prouve : d'autres rapports à l'activité et aux partenaires y sont vécus, le mobile du jeu n'étant plus la victoire mais le plaisir.

Quant aux clubs, ils fonctionnent en entreprises capitalistes : les dirigeants (souvent non-pratiquants) font office de P-DG : l'entraîneur remplace le contremaître : le rendement sportif permet d'obtenir des subventions. C'est la trilogie hiérarchique : autorité, contrôleur de l'exécution des normes, exécutants des ordres (ici les « ouvriers » du sport). Et le pouvoir réel, celui des bailleurs de fonds, des circuits de financement, celui qui n'a jamais la vedette dans l'arène, manipule les ficelles dans les coulisses du théâtre sportif. Là aussi, il s'agit de désécialiser l'entreprise sportive, de l'ouvrir à d'autres activités culturelles. D'abord en luttant pour une meilleure utilisation des possibilités démocratiques de la loi de 1901. Ensuite en démasquant les intérêts économiques réels qui président aux jeux sportifs. Enfin en dénonçant le rôle attribué du sport dans l'entreprise : rôle productiviste (gymnastique de pause pour accroître la production, support publicitaire de l'entreprise, reconstitution de la force de travail, consommation de matériels de sport...); rôle intégrateur aussi — le sport défoule, le sport réunit des individus de catégories et fonctions hiérarchiques différentes, le sport apaise les tensions entre l'encadrement et les ouvriers, puisque l'esprit d'équipe et la pratique « en commun » vont de pair avec l'activité sportive.

Car la fonction idéologique du sport ne peut être oubliée : paternalisme, renforcement de l'esprit corporatif (équipe de foot de la boîte), valorisation de l'individualisme et de la réussite, reproduction du schéma phallocratique (peu de participation féminine dans le sport d'entreprise)...

### Une nouvelle pratique, comment ?

Lutte, pour la réappropriation du corps au travers d'activités sans compétition, pour la réappropriation de la gestion des associations sportives d'entreprise par les travailleurs, les syndicats, la commune ; lutter aussi pour des meilleures conditions de travail, pour l'abaissement de la durée de travail afin de libérer les loisirs, de réhabiliter le plaisir ; lutter pour soustraire au système marchand les réseaux sportifs... Autant d'objectifs à préciser, de débats à ouvrir, de recherches à expérimenter pour ouvrir la voie à de nouvelles pratiques sportives. Les « états généraux » de Nîmes ont... fait l'ouverture.

Jean-Marc PERCIER ■  
(Enseignant d'éducation physique - PSU)

(1) La seule analyse marxiste du sport est celle qu'a faite JM Brohm dans *sociologie politique du sport*, éditions Universitaires, 338 pages.

(2) Pour aider à la prise de conscience des aspects idéologiques du sport les plus marquants, on peut conseiller la projection du film « *aux stades citoyens* » qui fut projeté à Nîmes : renseignements et commandes au SGEN CFDT, 5, rue Mavran, 75009 Paris.

## Boycott de l'Argentine



« *C'est une nécessité morale qui fonde notre campagne : va-t-on jouer au football à 800 mètres du pire centre de tortures d'Argentine où depuis deux ans des centaines d'hommes et des femmes ont été suppliciés, brûlés, écorchés vivants ?* » Voilà la

première raison qu'a évoqué le porte parole du Collectif pour le Boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football dans la présentation à la presse de leur appel (1). C'est une nécessité politique de tout mettre en œuvre pour exiger que la

coupe du monde se tienne dans un pays qui respecte les droits de l'homme. Cette campagne doit être l'occasion, « de contraindre le gouvernement militaire par une campagne internationale de boycott à rétablir les droits fondamentaux du peuple argentin ».

Affaiblir la junte et alerter l'opinion publique sur l'utilisation que l'Etat fasciste argentin compte faire du sport et la légitimation interne et internationale de leur régime de terreur est l'objectif primordial des différentes manifestations au cours de cette campagne. Le sport, si populaire soit-il, ne peut pas être aujourd'hui isolé du contexte social, politique et économique dans lequel il se déroule. Les gorilles argentins le savent bien. Tout est mis en œuvre pour montrer une Argentine dorée où règne l'ordre et la prospérité. Trois nouveaux stades sont construits, d'énormes investissements d'infrastructures (télécommunications, autoroutes, villages d'accueil...) se réalisent pendant que les travailleurs voient leur pouvoir d'achat diminuer en moyenne de 65 % depuis 74, que les prix courants du « panier de la ménagère », selon les chiffres officiels, ont augmenté entre janvier 76 et janvier 77 de 408 %.

Les possibilités qu'auront les 30 000 touristes attendus en Argentine à cette occasion pour saisir cette réalité, pour rentrer en contact avec le peuple argentin, sont plus que restreintes. Les militaires ne négligent aucun aspect : les voyages seront collectifs et un réseau d'accueil les attendra, le choix des habitants capables de loger des touristes fait l'objet depuis des mois d'une sélection rigoureuse.

Pour les journalistes eux-mêmes toutes les précautions sont d'ores et déjà prises : les accréditations font l'objet d'un contrôle et d'une étude systématique, elles ne pourront pas être transférées à un collègue, même du même journal, des prisons modèles et des circuits bien banalisés sont préparés pour ceux qui ne se contenteraient pas seulement d'assister aux matches.

La popularité du football en France et dans le monde est l'arme sur laquelle Videla et ses acolytes se servent pour faire ignorer les 8 000 emprisonnements, les 15 000 disparitions et les 8 à 10 000 assassinats depuis leur coup d'Etat de mars 76.

Pour toutes ces raisons, et parce que l'équipe de France est sélectionnée, nous devons tout mettre en œuvre pour que cette campagne soit massive (elle reçoit déjà dans différents secteurs un appui certain : le Parti socialiste demande le transfert du Mondial en Espagne), elle doit rejoindre d'autres manifestations anti-fascistes en France et dans le monde. Pour le PSU c'est l'occasion d'exprimer sa lutte contre les dictatures fascistes et c'est aussi l'occasion de mener largement auprès des couches populaires un débat sur le sport tel qu'il se pratique aujourd'hui, sur l'utilisation qu'en font les Etats totalitaires et sur le type de pratique sportives dans la société socialiste autogestionnaire que nous voulons construire.

Cécilia JOXE ■

## Histoire pour tous

### Les femmes à la recherche de leur propre mémoire.

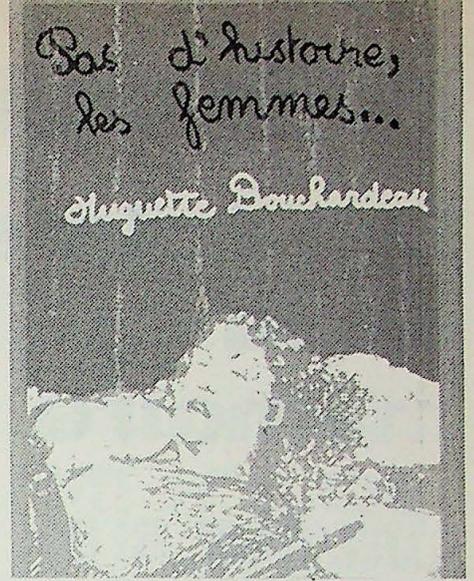
Dans le mouvement ouvrier, tout le monde connaît Jaurès, Blum, Thorez, Duclos. Mais qui, même dans les milieux « avancés » de la gauche ou de l'extrême gauche, a entendu parler d'Hélène Brion, de Nelly Roussel, de Madeleine Pelletier ou de Berthe Albrecht ? Pas grand monde sans doute. Pour beaucoup d'entre nous, l'histoire des femmes, l'histoire de la lutte des femmes pour la conquête des droits qu'on leur refusait ou qu'on leur refuse encore, c'était une « histoire *à* femmes » ou même tout simplement une petite histoire noyée dans la grande.

La connaissance du passé est une arme pour le présent et l'avenir. Le livre d'Huguette Bouchardeau, *Pas d'histoire, les femmes*, représente un pas en avant dans c'était une « histoire de femmes » ou même parcouru — et que la lutte des femmes n'en est plus à sa « préhistoire », suivant la malencontreuse formule de Mitterrand —, mais aussi celui, considérable, qui reste à parcourir.

### L'angoisse latente des partis de gauche...

Si la lutte des femmes pour leur émancipation est aussi mal connue, c'est d'abord parce que ceux qui auraient dû la comprendre et s'y associer pleinement ne l'ont pas fait, et que nous sortons, depuis une dizaine d'années seulement, d'une période — celle de l'après-guerre —, de régression de la pensée et de l'action ouvrières dans ce domaine : qu'on se souvienne de la sclérose nataliste et familialiste du PCF de 1945 à 1956. Régression stoppée, non sans mal, par le développement du mouvement des femmes pour le contrôle des naissances et la maîtrise de leur corps, pour leur droit au travail.

L'un des grands mérites d'Huguette Bouchardeau est d'exposer, avec l'implacable sérénité qui la caractérise, les raisons de cette attitude équivoque de la gauche et du mouvement ouvrier à l'égard de la lutte des femmes : en faisant observer, notamment, l'angoisse latente éprouvée dans les partis de gauche engagés dans la lutte *électorale* pour le pouvoir, devant la perspective de vote féminin, a priori orienté plutôt à droite. Mais aussi en notant combien le schéma de la révolution-qui-résoudra-toutes-les-contradictions permettait de se débarrasser magiquement d'une question gênante et de rejeter la lutte des femmes dans les annexes subalternes de la lutte des classes (la vraie !). Enfin, en constatant les ambiguïtés syndicales sur la question du travail féminin, évidentes en période de crise économique (1929-35) et, plus généralement, sur le « rôle



social » de la femme. Problème ancien puisque des les années 1860 Marx s'était opposé au courant proudhonien défenseur hostile au travail féminin.

### Ces « valeurs éternelles... »

Huguette Bouchardeau ne cache pas que ces ambiguïtés ont pu s'appuyer sur les contradictions qui traversaient le mouvement des femmes entre 1914 et 1939, période cruciale où la lutte des femmes se développe, se cherche, progresse et tâtonne tout à la fois. Ces contradictions ne se réduisent pas à une simple et nette opposition entre les courants « féministes » (terme impropre mais pratique que l'on m'excusera d'employer) : courant de droite, courant de droite chrétien, courant bourgeois de centre-gauche, pragmatique et misant sur la « compétence » des femmes, courant d'inspiration libérale, socialiste et syndicaliste. Elles existent également à l'intérieur de ces courants, et notamment chez les femmes engagées à gauche. A de rares exceptions près, même ces militants sont encore marqués par l'idéologie masculine bourgeoise (qui imprègne également le mouvement ouvrier sur la question des femmes) : malgré elles souvent elles restent subjuguées par la conception de la femme-mère, de la famille, comme en témoigne, chez les militantes pacifistes de la première guerre mondiale, le recours à ces « valeurs éternelles » pour justifier leur attitude. Ainsi, la lutte des femmes se trouve-t-elle définie de façon complète : lutte pour le droit de vote, lutte pour le droit au travail, mais également lutte, difficile, pour l'indépendance intellectuelle.

On pourrait encore dire beaucoup sur ce livre important, qui ne néglige aucun aspect de « l'histoire des femmes » en refusant de privilégier ses différents aspects, en étudiant aussi bien les phénomènes de la lutte collective des femmes que l'action du féminisme individuel ou « avant-gardiste ». Cette introduction rigoureuse à une histoire « camouflée » ouvre des perspectives de travail historique multiples. Souhaitons qu'il soit suivi de beaucoup d'autres.

François TURQUAN ■

(1) Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football (COBA), 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

(1) Huguette Bouchardeau, *Pas d'histoire, les femmes*, éditions Syros, 1977, 29 F.

# Les éclats de la mémoire

Aliocha cherche l'âme de son peuple de l'autre côté du miroir de sa fiévreuse mémoire.

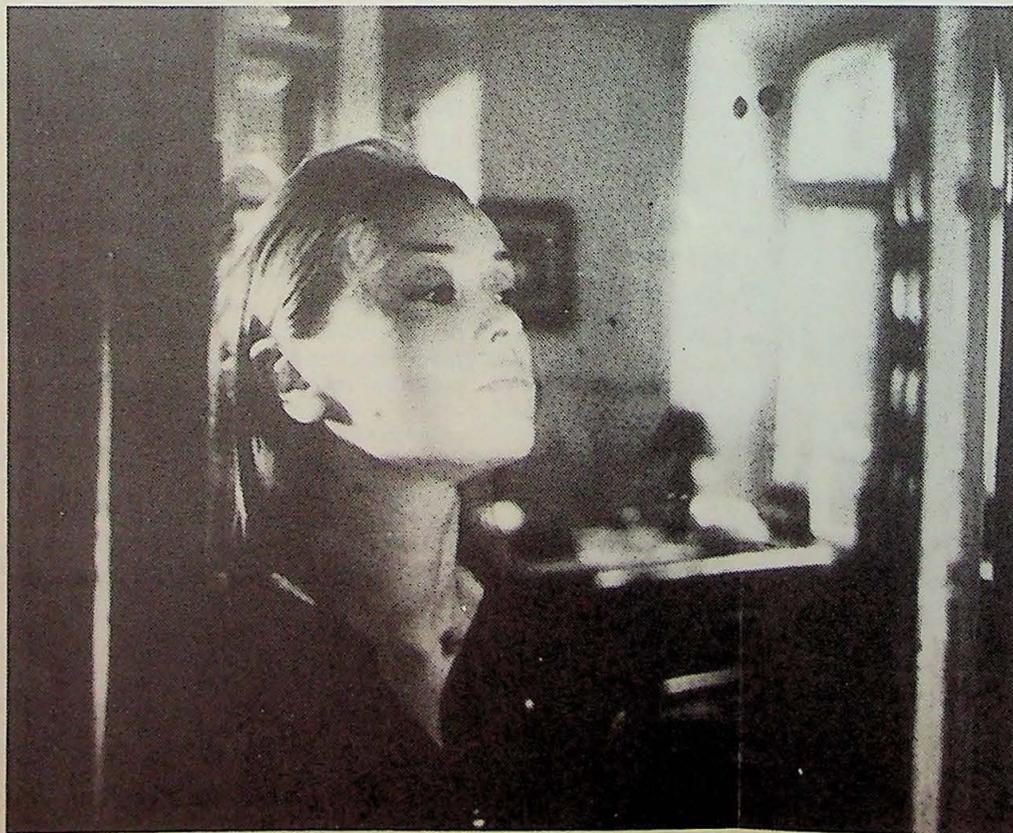
*Le miroir*, d'Andreï Tarkovsky ; salles : VO Hautefeuille (633 79 38) ; Gaumont-Champs Elysées (359 04 67) ; VF : Impérial Pathé (742 72 52).

Attention : chef d'œuvre. Le dernier film d'Andreï Tarkovsky, *Le Miroir*, est un poème lyrique que l'on reçoit comme une gifle : un torrent d'images d'où coule un manifeste à la fois artistique et politique. Mais ce film n'est pas simple : tout en clairs-obscurs, il demande beaucoup au spectateur. Pourra-t-on reprocher à un cinéaste d'être exigeant quand on se voit à ce point récompensé d'un tel effort de vigilance ?

*Le Miroir*, c'est cet endroit — vitre, fenêtre, eau —, où l'on peut s'entrevoir, chercher à se lire. Pour Aliocha, le narra-

teur, c'est avant tout la mémoire. Mémoire brouillée, saccadée, parfois déformante comme les miroirs de foire : mémoire d'ombre et de lumière qui renvoie, pêle-mêle, les impressions multiples de l'enfance déjà loin derrière. A quarante ans, Aliocha se penche sur le passé — le sien et aussi celui de la Russie, son peuple, sa terre. Identité russe, revendication d'un « je » russe : le spectateur est invité à lire entre les images et à entendre entre les mots. Soleil doré sur la forêt ukrainienne, gros plans d'arbres coupés, de feuilles, de racines qui plongent jusqu'au plus profond du sol humide : poèmes du père parti loin (à la guerre ?) qui font la petite musique dont est bercée la solitude maternelle. Aujourd'hui, Aliocha se sépare de sa femme dont le visage rappelle la mère (la même comédienne interprète les deux rôles) et la vierge de Léonard de Vinci. Echo des errances et des échecs, difficulté d'être, malheur d'aimer : Aliocha n'a pas de dostoïevskien que son nom, porté par l'un des **trois frères Karamazov**... Cette pointe de feu de la mémoire est le fil d'Ariane du film. Mais un fil qui aurait tissé de lui-même sa toile, y enfermant résonnances et appels : tout un système en écho. La mémoire d'Aliocha, désirée, recherchée, se confond alors avec d'autres mémoires : celle, imposée, de l'Histoire officielle (prise de Berlin, défiles, cadavre de Hitler, soldats embourbés), et celle, spontanée et cruelle, de l'exil (guerre d'Espagne, réfugiés espagnols à Moscou qui ne savent plus vivre). Tous ces morceaux de puzzle font et défont la trajectoire du souvenir : il n'y a plus, ici, aucune logique ; simplement l'évidence des sensations. Mêlant symbolique personnelle (des rappels de son autre film *Andreï Roublev*), mystique chrétienne (le coq, le buisson ardent, la croix et la musique de Purcell et Bach) et nombreuses

Margarita Terekhova :  
« Tous ces morceaux de puzzle  
dont la mémoire est faite »



références au monde de la littérature et de l'art (Vinci, Dostoïevski, Kafka, Lewis Carroll), Tarkovsky tâtonne dans le noir de son esprit et de son pays pour en tirer une revendication d'être pleinement ce que l'on veut être. Loin des manifestations de masse (la Chine de Mao), c'est l'âme qu'Andreï Tarkovsky veut retrouver. L'âme de son peuple, aussi vieille, ridée et chaleureuse que ce visage de femme sans âge qu'il caresse, de l'autre côté du miroir de sa fiévreuse mémoire.

Fabian GASTELLIER ■

# Cripure

Une journée du professeur Merlin, alias Cripure.

Marcel Maréchal reprend (1), dix ans après sa création, la pièce que Louis Guilloux avait tirée de son célèbre roman *Le sang noir* (véritable bible du Front Populaire : une journée du professeur Merlin, surnommé *Cripure* parce qu'il parlait beaucoup de Kant en général, et de *La critique de la raison pure* en particulier). L'atmosphère de la pièce, comme celle du roman, est noircie par la guerre écœurante (nous sommes en 1917), l'horreur de la répression des mutineries, le badinage idiot des patriotes style Déroulède et le défilé kaki des hommes qui repartent au front. De ce tableau sinistre, Marcel Maréchal a fait un spectacle poignant, trouvant en Tatiana Moukhine (Maïa, la compagne de Cripure) l'interprète idéale des petites douleurs quotidiennes et la difficulté d'être. Mêlant fantasmagorie, angoisse métaphysique et attaques virulentes contre cette **honte majuscule** que représente la guerre, il réussit à faire souffler sur son théâtre le vent désespéré de l'année 17. Seul, le personnage du professeur Merlin paraît assez indécis ; comme une silhouette que l'on n'aurait pas réellement étoffée de l'intérieur. Ce flottement est sans doute dû plus au texte de Guilloux qu'à l'interprétation de Maréchal, suffisamment forte pour faire croire au déclin de ce philosophe fatigué qui comprend, mais un peu tard, qu'on **meurt volé**. En transformant son roman pour la scène, Guilloux — obligé d'être concis —, a perdu en chemin beaucoup des détails qui rendaient terriblement présent son personnage d'anarchiste désenchanté qui n'écoute plus que d'une oreille distraite les chants russes de la toute récente révolution. Cela dit, le spectacle de Marcel Maréchal reste exemplaire et nécessaire : comme un message millénaire sur l'horreur des tueries et l'effarante immobilité des hommes dépassés par la sauvagerie de leurs semblables.

F. G. ■

# Etranges étrangères

Portes, solitude, timide, fellouz, cachées, fragiles, imposées, mosaïque...

Paradoxe irritant, évolution dérisoire : alors que la police et le gouvernement (soutenus par la classe politique de droite, le patronat et une partie appréciable de l'opinion publique) pressent les immigrés de partir et leur ferment les portes, la télévision française commence juste à leur ouvrir les siennes...

Ainsi le dimanche 22 janvier, le matin, « FR 3 » diffusait comme chaque semaine l'émission « Mosaïque » — 90 minutes entièrement consacrées aux immigrés depuis deux ans déjà. Au même moment sur « Ant 2 », la formation professionnelle des adultes (FPA) évoquait le cas des ouvriers d'origine polonaise des mines du nord. Et sur TF 1, le sermon de l'émission catholique le « Jour du seigneur » était axé tout entier sur l'isolement de l'étranger, la solitude de l'immigré, l'interrogation stimulante de « l'autre ».

Tout cela bien timide, sans doute — comparé à la « culture vivante » qui s'est dégagée par exemple du III<sup>e</sup> festival culturel des immigrés. *Mosaïques*, le plus souvent, est une émission « tout-sourire » : il s'agit de faire le lien entre des communautés très

diverses, dans cinq ou six langues, et sans faire de peine à personne — à commencer par les téléspectateurs français qui pourraient suivre sur « FR 3 » les évolutions de ces étranges étrangers. Tout, sauf écorner ; tout, sauf déplaire ; tout, sauf étonner.

Mais il n'empêche : ces bandes d'actualité, préparées et commentées par des journalistes des pays intéressés, sur place, et diffusées dans la première partie de *Mosaïques*, ce sont des pays en marche, des réalisations, des paysages... Bref, tout ce que ne montre pas d'ordinaire notre télévision, peu soucieuse d'évoquer les anciennes colonies, surtout quand leurs régimes sont hostiles à l'ancienne « métropole », ou en tout cas soucieux de leur indépendance.

Et tout ça, dans leurs langues ! Dans cet arabe honni et méprisé par tant de Français qui l'associent au « Fellouz », à l'immigré « masse-merde, aux pauvres types qu'on tutoie comme ça, automatiquement — avant même de savoir s'ils ne sont pas agrégés, des fois. Alors pour beaucoup d'immigrés, cette fenêtre ouverte sur leurs pays réhabilités par l'image, c'est peu, mais c'est beaucoup quand même : un moment de fierté, un bout de « chez eux ».

Dimanche, *Mosaïques* qui se partage d'habitude entre un bavardage gentillet et de bonnes séquences musicales, était un « spécial-femmes ». On les a vues, ces femmes souvent cachées, en tout cas discrètes, et même secrètes — elles sont plus d'un million en France, Algériennes, Maghrébines, Ibériques. Mères qui ne veulent pas se laisser filmer, parce que « ce n'est pas l'habitude ». Filles qui disent leurs petits combats pour échapper à l'emprise familiale, tout en s'efforçant de ne rien casser dans leurs milieux fragiles : le père, souverain et mâle, est le plus souvent inaccessible ; la mère — gardienne et isolée — protège le nid : « Je leur ai cédé, ils m'ont cédé ».

Fatima, une Algérienne élevée en France, se considère comme « immigrée » dans les deux pays : pour fuir les maris imposés, elle a quitté sa famille nombreuse, qu'elle soutenait en travaillant depuis l'âge de 16 ans. Maintenant, elle se sent plus libre : fac, théâtre, politique même, en plus de son boulot, et toujours — elle insiste — « en tant que femme ». « Tu fais trop de choses,

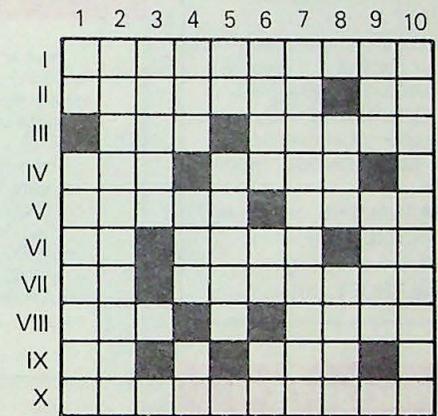
Fatima », lui disent maintenant ses copains, stupéfaits de la voir ainsi elle-même...

Images de femmes du peuple en Afrique : la cuisine du matin au soir, et la culture des champs entre les plats. Ou de bourgeoises qui tiennent tête aux intellectuelles d'Occident. Récits de femmes brisées par un mariage arrangé, cinq gosses à la clé : s'en sortir aujourd'hui, péniblement, bien qu'immigrée ; et pouvoir le raconter aux autres. Histoires d'elles et d'ailleurs. Mosaïques : un beau nom, finalement.

Philippe MARIELLE ■

## MTS COILES

Problème n° 47



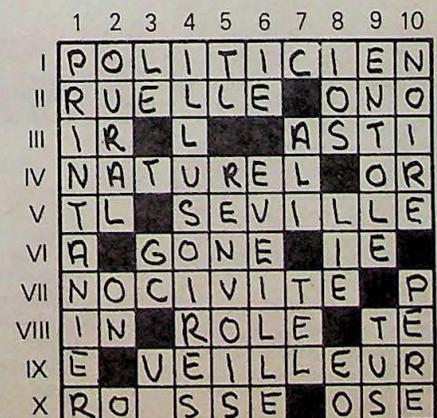
Horizontalement

I. Ça, c'est une surprise ! II. Se tient à carreaux ! ; brillant. III. Un abruti désordonné ; un homme de méthode. IV. Souvent pourri ; tentas. V. Tortionnaire ! ; Bête dans les Vosges ? VI. Lie ; encore un qui renvoie ! ; issu. VII. Participe ; un bossu sur le sable. VIII. Un tout petit ; un trou. IX. Bouts de train ; fait penser à Bonnet. X. Rouleras.

Verticalement

1. Demi-fief ; qualifie un effort. 2. A ne pas confondre avec des tendances. 3. Mesures. 4. Du nouveau ; quand on l'a, on l'est ; possessif. 5. Dans la nuit ; un pays ou un bout de terre. 6. Tira à l'arc selon les Grecs ; exclamation ; un commencement d'aptitude. 7. Encore un qui voit trop grand ! 8. Préfixe ; de bas en haut ; prénom. 9. Refus ; mammifère. 10. Créatrices d'illusions.

Solution du n° 46



## cinéma 78

FEVRIER N° 230

HOWARD HAWKS  
cinéaste américain

CHARLIE CHAPLIN  
homme de cinéma

JACQUES TOURNEUR  
maître de la série B

à la recherche de la  
COMEDIE ITALIENNE

crise et problème du  
CINEMA FRANÇAIS

et toutes les rubriques d'actualité

en vente partout : 10 F

et 6, rue Ordener Paris 18<sup>e</sup>

# SYROS

## INFORMATION

### L'EQUIPE

**Huguette BOUCHARDEAU**, responsable de la future collection « Mémoire des femmes ».

**Jean-Loup CRAIPEAU**, responsable de la collection « Points chauds », lecteur-correcteur, fabrication.

**Michel ETIENNE**, responsable de la collection « Histoire et Théorie ».

**Denise GARNIER**, secrétariat.

**Simone LIEHRMANN**, responsable de la collection « Combat culturel ».

**Jacques MAGAGNOSC**, gestion, fabrication.

**Gilles MARSAUCHE**, celui qui livre.

**Claude PICARD**, maquettiste.

**Max PAGIS**, maquettiste.

**Madeleine THOBY**, diffusion.

### PROJETS

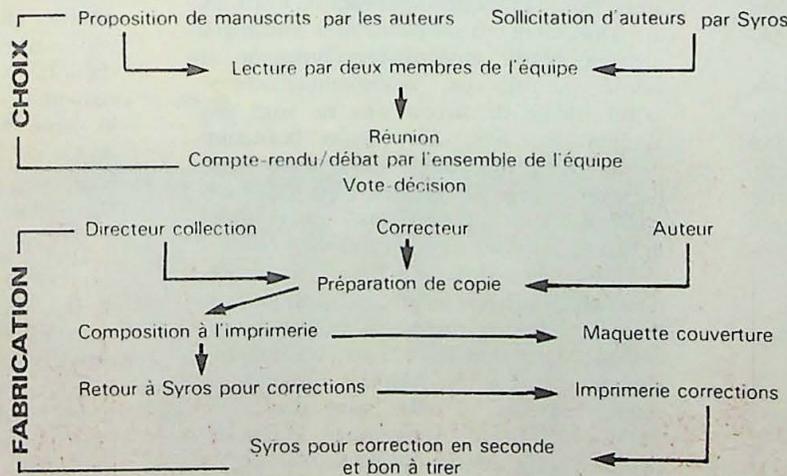
- De nouveaux titres de février 1978 à juin 1978.  
18 millions de bonnes à tout faire, (collection femmes); coll. « Points chauds » (février).  
*Ça bouge dans les quartiers*, (L. Caul-Futy, M. Louis, C.S.C.V.); coll. « Points chauds » (avril).  
*La Libération - confisquée (1944-1947, une expérience de la gauche au gouvernement.)* (Y. Craipeau); hors collection (février).
- Vivre, travailler, produire autrement. Programme du PSU*, hors collection (février).
- Prévisions pour l'automne (les titres sont provisoires)  
*Peugeot* (G. Minazzi); *Petite enfance* (GEDREM); *Le courant pacifiste dans la SFIO* (Genty); *Les énergies nouvelles* (Groupe Bellevisse); *Nucléaire: la Hague et ses déboires* (CRILAN); *Chansons populaires occitanes* (Carijolle); *Libération de la Réunion* (A. Lorraine).  
*Le guide des vacances pas con*, (C.M. Vadrot); (mai).
- Une nouvelle collection de printemps  
« Mémoire des femmes », sous la responsabilité d'Huguette Bouchardeau. Cette collection aura vocation de regrouper les écrits des « grandes ancêtres » du féminisme français.  
— *La voie féministe*, (Hélène Brion); coll. « Mémoire des femmes » (mai).  
— des textes des groupes féministes de l'enseignement.
- De nouveaux locaux  
Actuellement, le problème « place » se pose de façon aiguë: 4 à 5 personnes en permanence dans 20 m<sup>2</sup>!

Avril 1976, les éditions Syros décidaient de prendre un nouvel essor. Pari stupide ? A vous de juger. Au seuil de 1978, année riche en possibles, Syros se devait de faire le point.

### CHOIX DES TITRES

Pour le choix des manuscrits, de nombreux critères entrent en ligne de compte : intérêt politique du sujet, forme littéraire, prix de revient, possibilités de diffusion, délais de fabrication... Deux ou trois personnes lisent le manuscrit et rendent compte de leurs impressions : après discussion, un vote à la majorité clôt le débat. Il arrive que l'esprit ou la forme d'une collection nécessitent quelque modification du manuscrit. Censure ? Non car l'auteur est l'artisan de cette révision. Il ne faut pas perdre de vue que Syros cherche, avant tout, à aider, susciter l'écriture de ceux qui luttent pour l'autogestion. Ce ne sont pas des professionnels de la plume. Souvent écrire représente un pas à franchir. Syros doit veiller à préserver leur originalité, leur pensée, la force de leur expérience tout en tenant compte de cette aventure que représente l'écriture. Combien de « grandes maisons » d'édition refuseraient, sans autre appel, leurs témoignages ? Une des particularités de Syros est peut-être là entre autres.

### LA NAISSANCE D'UN LIVRE



### LES AMIS DES EDITIONS SYROS

Une association pour quoi faire ?

Peut-être recevez-vous déjà notre feuille d'information ? Par l'association des amis de Syros (A.D.E.S.) nous voudrions développer cette information et vous donner la possibilité de participer à la vie des éditions en nous faisant part de vos critiques et suggestions (questionnaire annuel). Par ailleurs, votre soutien financier sous forme d'avance sur achat favorisera la réalisation de nos projets et vous fera bénéficier d'une remise de 25 % sur tous les livres Syros.

### DISTRIBUTION

Il existe pour nous deux formes de distribution.

- La diffusion commerciale**  
Après le refus des distributeurs grossistes qui ne s'intéressent pas — rentabilité oblige — aux nouvelles maisons comme la nôtre, nous avons mis sur pied notre propre réseau. Grâce à des accords amicaux avec les éditions ouvrières, l'Harmattan et Savelli, nous sommes représentés dans toute la France, sauf dans l'Est et le Centre.  
Notre présence est ainsi assurée dans plus de 700 librairies ainsi que dans de nombreuses bibliothèques et comités d'entreprises.

Par ailleurs, nous sommes distribués en Suisse, en Belgique, au Canada.

- La vente directe aux lecteurs**  
Un réseau d'un millier de lecteurs proches (par correspondance ou à la librairie) a permis le lancement de Syros avec l'aide des fiches mensuelles.  
Nous aimerions mieux connaître les réactions de ces lecteurs au contenu et à la qualité des livres Syros.  
C'est pourquoi...

L'Association des Amis de Syros.

### LA PART du « GATEAU LIVRE »

Pour un livre à 100 F

LIBRAIRIE : 34

DIFFUSEUR : 22

IMPRIMEUR : 25

EDITEUR : 11

AUTEUR : 8

### BULLETIN D'ADHESION

NOM ..... Prénom .....

ADRESSE : n° ..... rue .....

..... code poste ..... ville .....

Profession .....

Cotisation annuelle : 30 F

Avance sur achat : 100      200      300

Total : 130 F      230 F      330 F

Ce bulletin donne droit à 25 % de réduction sur tous les livres SYROS durant l'année d'adhésion.

Chèque à libeller à l'ordre des éditions SYROS, CCP 19 706 28 Paris.

La carte et un questionnaire, ainsi que Syros-Info vous seront envoyés.